

correspondance
de presse
internationale

la mort de perón



sommaire

ARGENTINE: LA MORT DE PERON ET LE PERONISME, S. Lopez. CHILI: BILAN DE L'UNITE POPULAIRE, L. Maitan. BOLIVIE: L'EFFONDREMENT DE "L'UNITE DES FORCES ARMEES", COLOMBIE: LE "MANDAT" DE LOPEZ MICHELSEN, C. Rodrigues. LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE, E. Mandel. INDE: LA GREVE DU RAIL, U. Cooray. BELGIQUE: GREVE EXEMPLAIRE DANS LA VERRERIE, D. Horman. DANAMARK: LES REFORMISTES CONTRE LES GREVES, M. Pedersen. DECLARATION DU SECRETARIAT UNIFIE: APPEL POUR MANIFESTER POUR LE CHILI. FRANCE: LES GRANDES MANOEUVRES DES ORGANISATIONS OUVRIERES, P. Frank. ARGENTINE: SOLIDARITE AVEC LE PST.

n°4 18 juillet 1974

PRIX: FF: 2. 50. FS: 2. 50. FB: 25

dans la rue pour le chili le 11 septembre

Le 11 septembre 1974, une année se sera écoulée depuis le jour où l'armée bourgeoise chilienne prit le pouvoir par un putsch sanglant, massacrant des milliers de travailleurs, de paysans, d'étudiants et de militants des organisations ouvrières. Depuis lors, elle n'a cessé de sévir contre les masses laborieuses de son pays à l'aide de procédés des plus barbares : assassinats "légaux" et extra-légaux ; arrestations arbitraires suivies de tortures ; simulacres de "procès" piétinant cyniquement les droits élémentaires de la défense ; suppression de toutes les libertés démocratiques ; licenciements massifs dans les entreprises et les organismes étatiques ; abaissement brutal et sans précédent du niveau de vie des masses.

Les crimes commis par la junte contre le peuple chilien ont provoqué à juste titre l'indignation des travailleurs du monde entier. Pinochet et Cie sont des bourreaux hais au même titre que les Hitler, les Mussolini, les Salazar, les Franco, les Batista, les Diem et les Thieu. Ces assassins de leur propre peuple finissent tôt ou tard par mordre la poussière, sort qui attend tous ceux qui cherchent à maintenir au pouvoir les classes possédantes en étouffant dans le sang toute revendication et tout mouvement de protestation des masses laborieuses.

Mais la réprobation et l'indignation face aux crimes de la junte militaire chilienne sont peu efficace aussi longtemps qu'elles restent passives et purement verbales. Elles sont d'autant peu efficaces que le Grand Capital international, qui avait contribué à la préparation et à l'issue victorieuse du putsch du 11 septembre 1973, multiplie les actes de soutien et d'encouragement aux bourreaux de Santiago, avec la complicité de la plupart des gouvernements de par le monde.

C'est pourquoi les mouvements de solidarité avec les masses populaires chiliennes, qui se sont organisés dans de nombreux pays et qui ont mobilisé des centaines de milliers de personnes dans des meetings, des manifestations et des grèves ou actions de boycott, jouent un rôle éminemment important. En

maintenant vive la conscience de plus larges masses des crimes commis contre les travailleurs chiliens, ils entravent les manoeuvres capitalistes et gouvernementales d'appui à la junte et constituent un encouragement réel à l'organisation de la résistance des travailleurs chiliens contre la dictature qui les opprime.

En organisant, au même moment, dans le monde entier, le 11 septembre 1974 prochain, des manifestations de protestation contre les putschistes sanglants de Santiago et d'appui aux masses populaires chiliennes, le mouvement ouvrier international augmenterait considérablement l'efficacité de son action contre la junte et encouragerait hautement la résistance du prolétariat chilien.

C'est pourquoi la IVe Internationale appelle toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, à organiser le 11 septembre 1974, sur la base unitaire la plus large et sans exclusive aucune, de puissantes manifestations de rue contre la dictature militaire chilienne. Elle appelle les organisations syndicales et les travailleurs à joindre à ces manifestations des actions en vue d'interdire toute expédition de matériel militaire ou para-militaire à la junte chilienne, des actions en vue d'obliger les gouvernements de leurs pays respectifs, avant tout ceux dont les membres se réclament du mouvement ouvrier, à arrêter tout crédit et toute aide financière aux assassins du peuple chilien.

Tous dans la rue, le 11 septembre 1974, pour clamer :

A bas la dictature militaire chilienne !

Arrachons aux bourreaux et aux géôles tous les prisonniers politiques chiliens !

Vive la lutte des masses laborieuses chiliennes pour jeter bas leurs oppresseurs et exploités !

Pas une arme, pas un bateau, pas un sou aux assassins du peuple chilien !

Vive la révolution socialiste chilienne !

2 juillet 1974

Le Secrétariat Unifié
de la IVe Internationale.

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000
Correspondance de presse internationale
Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF : 30, FS : 25, FB 300, \$ canadien 7.50
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque
Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri; et les faire parvenir à l'adresse suivante : Société Internationale d'Édition, 10 Impasse Guéménée,
75004 - PARIS

la mort de perón et le peronisme

Le 1er juillet 1974, on annonça la mort du général Peron. Quelques jours de maladie grave avaient préparé l'opinion publique à cette fin inévitable.

Dans notre article intitulé "Cinq ans après le Cor-dobazo, un an après le retour au pouvoir du péronisme" (voir n° 1 d'INPRECOR), nous avons évoqué cette éventualité. Nous ne le faisons pas comme simple spéculation sans fondement. Nous signalions que la bourgeoisie n'était pas préparée à une disparition de Peron, disparition pourtant possible du fait de la santé déclinante du général.

Depuis l'échec de la dictature militaire (1966-1973) et de l'usure des forces armées qui en résulta, après la perte de contrôle et la faiblesse évidentes du gouvernement de Campora, Peron apparut comme la meilleure solution possible pour la bourgeoisie argentine, en vue de chercher à dépasser la crise économique et le chaos politique. Même si les événements des deux derniers mois révèlent les difficultés que Peron rencontra pour réaliser son projet politique -avec des dates significatives comme le 1 mai et le 12 juin, et les ruptures qui se sont produites par rapport au "pacte social"-, ils ont aussi démontré que la bourgeoisie ne dispose pour le moment d'aucune solution de rechange.

Le 1 mai 1974, l'absence de la classe ouvrière convoquée pourtant à participer en masse au meeting devant la Casa Rosada (le palais présidentiel à Buenos Aires - INPRECOR) fournit à sa manière un bilan implicite d'une année de gouvernement peroniste. Les espoirs initiaux ont conduit au scepticisme, au mécontentement et à un processus de rupture des secteurs jeunes et combattifs. Quand Peron commença à insulter ceux-ci du haut du balcon du palais présidentiel, les colonnes de jeunes lui tournèrent le dos dans un geste largement spontané, abandonnant la Place de Mai semi-vidée et criant : "Les gorilles sont d'accord, nous continuons le combat".

Le 12 juin, menaçant de démissionner, Peron mentionna dans un discours télévisé l'obstruction de l'impérialisme et de l'oligarchie à son gouvernement. La C. G. T. proclama la grève et mobilisa pour un meeting à la Place de Mai. Malgré le fait qu'il avait jeté dans la balance la possibilité de sa démission, Peron n'obtint cette fois-ci qu'un nombre de participants au meeting qui ne dépassa pas la moitié de ceux qui avaient participé au meeting du Premier Mai.

L'évocation des ennemis traditionnels du peuple argentin ne fut accompagnée d'aucune mesure ou proposition concrète de lutte, apte à susciter des mobilisations de masse. Au contraire, Peron plaida une fois de plus en faveur du Pacte Social et appuya la bureaucratie syndicale si répudiée par la classe ouvrière. Quelques jours plus tard, il avança d'une demi-année une augmentation de salaires due pour la fin de l'an, ce qui revint à augmenter les salaires de 8 % pendant le 2e semestre 1974, simple aumône devant des revendications d'augmentations des salaires allant jusqu'à 60 %. Cette aumône fut d'ail-



leurs accompagnée de nouvelles mesures d'intimidation ; tous les arrêts de travail et grèves pour revendications salariales furent déclarés illégaux.

Les difficultés de ravitaillement provoquées par la bourgeoisie terrienne et par les secteurs monopolistes de l'industrie et du commerce, ne faisaient pas partie d'une préparation d'un coup d'Etat militaire pour renverser Peron, ainsi que se précipitèrent à le proclamer tous les réformistes et centristes d'Argentine. Dans le cadre d'un affaiblissement du Pacte Social, remis en question par les luttes ouvrières, divers secteurs des classes dominantes passèrent à l'offensive afin d'exercer une pression pour défendre leurs intérêts particuliers de groupe. Chaque secteur bourgeois chercha à obtenir une part accrue des profits que la situation critique du capitalisme argentin avait réduits de manière drastique dans leur ensemble.

Mais malgré ces tiraillements et malgré ces pressions et tensions entre divers fractions des classes dominantes, personne n'envisagea sérieusement qu'il pouvait y avoir une solution meilleure pour la bourgeoisie dans son ensemble que la présence de Peron au gouvernement. Peron le savait, lui aussi. C'est pourquoi il chercha à récupérer une liberté de manoeuvre par son discours du 12 juin, en s'appuyant sur les secteurs qui lui étaient les plus dévoués ; la Confédération Générale Economique (dirigée par son ministre de l'Economie Gelbard) et la bureaucratie syndicale. Mais ces tensions ont incontestablement contribué à accentuer l'instabilité politique du pays.

Avec la disparition de Peron, le seul dirigeant politique bourgeois avec une capacité de manoeuvrer entre les secteurs dominants et avec une certaine autorité dans des secteurs du mouvement de masse, la bourgeoisie argentine voit sa crise de direction aggravée. Cette crise dure de fait depuis 20 ans. Les classes dominantes ne disposent pas, à présent,

d'une solution de rechange réelle par rapport au péronisme pour maintenir le système d'exploitation et de dépendance capitaliste. Les forces armées n'ont pas encore politiquement dépassé leurs derniers désastres face aux Cordobazos et à la guérilla. Il n'existe pas d'autre parti ou mouvement bourgeois avec suffisamment de racines au sein des masses pour pouvoir faire front à une situation dans laquelle les mesures de la bourgeoisie pour dépasser la crise structurelle du capitalisme argentin aboutissent inévitablement à une aggravation des contradictions sociales et à une polarisation explosive des classes antagonistes.

La disparition de Peron n'aggraverait pas seulement la crise politique de la bourgeoisie. Elle ouvrirait aussi une nouvelle étape décisive de la crise du mouvement péroniste. Le retour au pouvoir du péronisme avait déjà déclenché, après à peine une année, une crise au sein de ce mouvement nationaliste bourgeois qui n'avait pas perdu sa base de masses lors des premiers gouvernements Peron (1945-1955). La conjoncture dans laquelle le péronisme retourna au gouvernement en 1973 a mis en évidence les profondes contradictions entre, d'une part, les aspirations de sa base ouvrière et jeune, dont la combativité et l'expérience s'étaient accrues à travers la lutte contre la dictature, et d'autre part les projets de sa direction bourgeoise et bureaucratique, la "puissance argentine" du Pacte Social.

Peron remplit un rôle bonapartiste, de pendule, à la direction de son mouvement et à la tête de l'Etat au cours de chacun de ses gouvernements. Dans des mouvements comme le péronisme, ce rôle bonapartiste du chef est irremplaçable. Sa disparition ouvre dès lors une crise de succession inévitable au niveau de la direction de son propre mouvement politique.

Peron et la bourgeoisie en étaient parfaitement conscients. Dans la dernière période, Peron s'est efforcé d'épurer son mouvement de son aile gauche radicalisée et de l'institutionnaliser comme parti politique, pour qu'il puisse lui survivre. Il n'a pas réussi à réaliser cette tâche avant de disparaître. Le péronisme ne s'est pas transformé en un véritable parti politique bourgeois, avec suffisamment d'homogénéité d'objectifs, de critères, de méthodes, etc pour pouvoir agir en tant que tel.

Au sein du péronisme d'importantes contradictions et tensions continuent à se manifester entre des secteurs dont l'alliance avait comme racine l'adhésion et la soumission à Peron, et l'empoignade pour jouir d'une parcelle du pouvoir. La mort de Peron provoque la disparition de l'élément de cohésion, d'unification entre des secteurs qui luttent pour des intérêts propres et souvent hétérogènes et parmi lesquels abondent les arrivistes et les profiteurs qui ne valent guère mieux que les délinquants de droit commun de la pire espèce. Le processus de rupture des secteurs jeunes et combattifs s'accélérera de même inévitablement dans les faits, malgré l'opportunisme de la majorité de leurs dirigeants et malgré le fait qu'ils continueront à se revendiquer de l'idéologie péroniste.

L'accession à la présidence d'Isabel Peron, complètement soumise au groupe de collaborateurs les plus proches de Peron, illustre le vide politique qui s'ouvre de manière dramatique pour la bourgeoisie. Pour le moment, c'est un moyen de garantir la continuité du péronisme à la tête de l'Etat, et celle de l'équipe de gouvernement actuellement en fonction. Les forces armées qui se maintiennent comme facteur de pouvoir décisif, et qui garantissent en dernière instance la survie du système, furent les premières à appuyer "la voie constitutionnelle de la

succession", ce que firent aussi tous les partis politiques. Mais cette unanimité dans l'appui à Isabel Peron ne peut cacher l'affaiblissement profond des projets des classes dominantes, provoqué par la mort de Peron. Une demi heure après l'annonce de son décès, de longues queues se formèrent devant tous les magasins de la capitale, exprimant le sentiment d'insécurité de secteurs populaires par rapport à l'avenir immédiat.

En l'espace d'un peu plus d'un an, l'Argentine a connu cinq présidents, allant du général Lanusse à Isabel Peron, en passant par Campora, Lastiri et le général Peron lui-même. Loin de garantir une nouvelle normalisation politique, le remplacement de la dictature militaire a ouvert une période d'instabilité croissante et de crise politique de la bourgeoisie, comme l'avait prévu le 10e Congrès Mondial de la IVe Internationale.

Peron fut, incontestablement, un des dirigeants bourgeois les plus lucides et les plus habiles des pays dits du "tiers-monde", un leader de la taille de Nehru ou de Nasser. Mais les conditions spécifiques dans lesquelles sa politique bonapartiste put s'appliquer avec une certaine efficacité, dans la période d'après-guerre, se sont depuis lors profondément modifiées. Revenant au pouvoir après 18 années de proscription de la vie politique, le péronisme actuel apparut comme une caricature de son propre passé. Ses traits répressifs, son affrontement avec les aspirations des masses, ses propres contradictions internes, parurent au grand jour en moins d'un an de gestion de l'Etat.

La maladie du régime, c'est la maladie d'une bourgeoisie qui a vu, depuis le Cordobazo, tous ses plans mis en question par une classe ouvrière disposée à récupérer ses conquêtes et commençant la lutte pour en finir avec l'exploitation et la dépendance. Les contradictions du système ne peuvent être surmontées par la bourgeoisie dans le cadre d'un capitalisme frappé de distorsions, du fait de son insertion dans la chaîne impérialiste mondiale comme secteur dépendant. Ces contradictions ne peuvent être résolues que par la prise du pouvoir par la classe ouvrière, rompant avec l'impérialisme et initiant un processus de révolution permanente.

Après la mort de Peron, les traits répressifs du régime s'accroîtront probablement du fait d'un relâchement du contrôle sur les secteurs droitiers, les bandes de la police parallèle et la bureaucratie syndicale.

Dans de telles circonstances, les travailleurs devront non seulement lutter pour rompre le Pacte Social anti-ouvrier et pour la défense de leurs intérêts, mais aussi pour la défense de leurs organisations et de leurs libertés démocratiques passablement compromises (droit de grève, d'organisation, de manifestation, liberté de presse etc.). Mais cette lutte ne pourra pas se mener valablement sur la base de manoeuvres et d'alliances opportunistes. Ce n'est pas avec la bourgeoisie que nous défendrons les libertés démocratiques, mais en forgeant l'unité d'action de tous les secteurs ouvriers et populaires, dans des mobilisations, des luttes et l'organisation de l'auto-défense.

Plus que jamais, une confrontation de classe paraît aujourd'hui inévitable en Argentine. Ses échéances et ses résultats dépendront des progrès des luttes ouvrières et populaires et de l'attitude de son avant-garde, des progrès réalisés dans la construction du parti révolutionnaire du prolétariat.

BILAN DE L'UNITE POPULAIRE

A propos d'un document de Unidad Popular

Quelques problèmes stratégiques et tactiques de la lutte contre la dictature militaire chilienne

Dans le régime d'oppression féroce qui règne au Chili après le coup du 11 septembre, les organisations de la classe ouvrière se sont heurtées à des difficultés majeures dans l'élaboration et la diffusion de documents politiques d'ensemble. Au mois de décembre dernier, les représentants de l'Unidad Popular à l'étranger, en commun avec le MIR, ont diffusé un appel contre la répression, qui déclarait, entre autres, que "l'on était en train de construire un mouvement unitaire plus ample, susceptible de mobiliser la grande majorité des Chiliens". En février 1974, les mêmes représentants publiaient un texte qui expliquait que "les partis populaires augmentaient leur niveau d'organisation et de direction", malgré les mesures barbares adoptées par la dictature, et qui projetaient la formation d' "un large front de lutte", y compris par une ouverture vers les secteurs de la Démocratie Chrétienne, hostiles à Frei. Finalement, le premier mai 1974, parut un texte rédigé à l'intérieur du pays, qui esquisssa un bilan de la période Allende, analysa la situation actuelle et traça une orientation de lutte,

une fausse direction

A la question : pourquoi la classe ouvrière chilienne a-t-elle essuyé une défaite si grave ? Le document donne cinq réponses :

- 1) "Un processus de cette nature ne pouvait être toléré par ceux qui avaient contrôlé le pouvoir et la richesse pendant 150 années".
- 2) Il n'y a pas eu de direction politique unique, capable de galvaniser les forces du peuple et de permettre d'affronter avec succès les ennemis". Cela entraîne comme conséquence "l'incapacité de réaliser une politique d'alliance, isolant les ennemis principaux".
- 3) Des conceptions ultragauchistes dangereuses se sont manifestées, qui "ont exercé des pressions sur l' Unidad Popular et le gouvernement", entravant une politique d'alliance adéquate.
- 4) "Dans le mouvement populaire, il y a eu un manque de compréhension de la situation intérieure et des traits spécifiques des forces armées chiliennes, ce qui a rendu difficile la collaboration du mouvement populaire avec les secteurs patriotiques et constitutionnels des forces armées".
- 5) "Il y a eu aussi des manifestations d'opportunisme de droite qui se sont concrétisées surtout par une faiblesse dans l'affirmation de l'exigence de modifications radicales dans les structures de l'Etat bourgeois, des attitudes bureaucratiques, des insuffisances dans la participation des travailleurs à l'exercice du pouvoir, des foyers de corruption administrative, l'insensibilité de certains fonctionnaires du gouvernement face aux problèmes concrets des masses, l'économisme répandu dans des couches du mouvement ouvrier, la tolérance face aux manifestations fascistes, la mobilisation

insuffisante des masses pour soutenir les mesures adoptées par le gouvernement populaire".

A part les protestations sur la perversité de l'ennemi, le premier point développe une analyse imprécise qui déforme l'appréciation globale. Ce fut incontestablement une minorité de la population qui organisa l'opposition à l'Unidad Popular et finalement déclencha le coup d'Etat. Les classes exploiteuses représentent toujours des minorités, et même des minorités exiguës ! Mais le document laisse sous-entendre que la responsabilité appartient à "la droite", aux secteurs les plus réactionnaires, pro-impérialistes et monopolistiques de la bourgeoisie qui, dès le lendemain du 4 septembre 1970, commencèrent leur complot.

Or, dans la première période du gouvernement Allende, les couches décisives de la bourgeoisie ne s'opposèrent pas de front au gouvernement. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Allende put obtenir au parlement la majorité nécessaire. L'opposition se précisa et se radicalisa par la suite, lorsque la bourgeoisie se rendit compte que la dynamique des conflits sociaux et des mouvements de masse ne pouvait pas être contrôlée par le gouvernement et que, dans ces conditions, même les réformes limitées de l'Unidad Popular créaient une situation où le fonctionnement "normal", sinon l'existence même du système capitaliste étaient sérieusement compromis.

Au fur et à mesure qu'elle enregistrait l'échec de son projet de récupération par la voie légale ou semi légale (élections de mars 1973) et qu'elle constatait que l'obstruction et le sabotage ne suffisaient pas à cette fin et risquaient même de provoquer des ripostes de masse de plus en plus vigoureuses, elle optait pour la solution extrême du golpe. Point très important à rappeler : à partir d'un certain moment, c'est la bourgeoisie tout entière qui se réunifia autour de cette perspective. De même, les groupes dirigeants des forces armées, qui avaient d'abord accepté le cadre constitutionnel et avaient collaboré avec Allende, y compris par la participation à son gouvernement, décidaient d'avoir ouvertement recourt à la violence.

Sur la question des carences de direction, surtout dans la réalisation d'une politique d'alliance, des polémiques très vives se sont déjà développées au Chili et hors du Chili. A ce sujet, il faut rappeler tout d'abord que le soutien actif des masses n'a jamais fait défaut au gouvernement Allende. A la veille même du coup d'Etat, Santiago a été le théâtre d'une mobilisation de masse très puissante. L'analyse critique doit avoir un axe différent.

Les mobilisations ont exprimé un soutien assez général et n'ont pas réussi à imposer des solutions précises, à des échéances cruciales. En deuxième lieu -c'est un point essentiel- il y a eu un déphasage entre les points les plus hauts des mobilisations des masses engagées dans la lutte. Les mobilisations paysannes les plus combattives se sont notamment produites dans la première période, alors que la radicalisation ouvrière a atteint son sommet après le coup avorté du 29 juin 1973. Cela n'a pas

été tellement le résultat d'une "incapacité" de direction, mais plus concrètement la conséquence du refus par les partis de l'Unidad Popular d'une stratégie de mobilisation révolutionnaire pour le renversement du système par la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Quant au problème des alliances, il est illusoire de penser que des couches de petits et moyens industriels, ou des couches de la bourgeoisie commerciale, puissent être gagnées comme alliés de la classe ouvrière dans une bataille qui, par sa dynamique, met en danger la base même de leur condition économique et sociale. Le vrai problème est d'exploiter tout le potentiel de lutte des classes exploitées. Cela, l'Unidad Popular ne l'a pas fait et ne pouvait pas le faire étant donné ses prémisses théoriques et politiques.

Le problème était également de donner une perspective concrète aux couches petites-bourgeoises, qui n'avaient pas d'intérêts coïncidant avec ceux des classes dominantes, mais qui se trouvaient dans une impasse, dans la mesure où elles faisaient les frais d'une situation de déséquilibre et de crise économique prolongés. La seule garantie possible était de faire preuve de décision, d'oeuvrer pour réaliser le saut qualitatif permettant de rétablir une "normalité" sur des bases nouvelles, sur la base des rapports de production collectivistes et d'une économie planifiée. Cela non plus, l'Unidad Popular, prisonnière de ses schémas, ne pouvait ni vouloir ni faire.

Les responsabilités de l'ultragauchisme ont constitué un argument de choix des partis communistes, dès le lendemain du coup d'Etat. Admettons que quelques manifestations d'ultragauchisme se sont effectivement produites. Mais elles n'ont été que tout à fait marginales et elles n'ont joué aucun rôle important dans la dynamique sociale et politique.

Si toutefois, l'étiquette d'ultragauchisme est placée sur les actions des paysans pour occuper les terres et appliquer d'une façon conséquente la réforme agraire, pour briser les limites de cette réforme qui faisaient le jeu des gros propriétaires et de la bourgeoisie rurale ; si elle est utilisée aussi à l'égard des occupations d'usines et des expropriations imposées par les ouvriers, alors il faut dire que de cet "ultragauchisme", ce sont de larges secteurs des masses, les couches d'avant-garde de la classe ouvrière et de la paysannerie qui s'en sont rendues coupables. Ne serait-ce pas le comble de l'arrogance dogmatique et de l'opportunisme politique, que de condamner pour leur "infidélité" à un schéma préétabli des ouvriers et des paysans qui, après tout, ont agi selon la logique de leurs intérêts de classe, et ont cherché à exploiter les potentialités d'une situation pré-révolutionnaire en affaiblissant leurs adversaires de classe ?

Nous avons déjà parlé de l'évolution de l'attitude des groupes dirigeants de l'armée. Avouons ne pas bien comprendre ce que le "mouvement populaire" aurait dû faire pour démontrer cette "compréhension" à l'égard de l'armée qui, selon le document, lui aurait fait défaut.

Est-ce qu'on n'avait pas encore assez insisté sur la thèse mystificatrice de la "loyauté constitutionnelle" des militaires et de leur fidélité aux "traditions démocratiques" ? Est-ce qu'on n'avait pas assez recherché la collaboration avec eux, y compris dans les semaines où le coup d'Etat était en préparation, en facilitant ainsi leur tâche ?

Ou bien considère-t-on responsables de ce manque de compréhension" ces soldats et ces marins qui ont dénoncé les manœuvres putschistes des officiers fascistes, et qui ont été jetés en prison, pour cette raison, sous le gouvernement Allende ? Pour notre part, nous estimons que ce fut une erreur fatale de miser sur le caractère "exceptionnel" de l'armée chilienne, de renoncer à un travail systématique dans ses rangs. Nous considérons que ce fut une erreur fatale de ne pas s'être préoccupés dès le début de donner à la classe ouvrière et à la paysannerie la seule garantie valable contre un putsch possible sinon probable, à savoir leur armement, la formation d'équipes d'autodéfense dans les entreprises et les quartiers et de milices ouvrières et paysannes.

Quant aux "manifestations d'opportunisme de droite", le moins qu'on puisse dire, c'est que le document s'exprime à leur propos par des euphémismes. Il ne s'agit pas, en effet, de dénoncer des "faiblesses", des "insuffisances", des applications défailtantes d'une orientation jugée correcte pour l'essentiel. Le fond de la question, c'est que, par sa nature même, et à cause de son choix stratégique, l'Unidad Popular n'a pas posé le problème capital de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et de la construction de structures de démocratie prolétarienne qualitativement nouvelles, de même qu'elle n'a pas posé le problème de l'expropriation de la bourgeoisie en tant que telle et de la création d'organismes de contrôle ouvrier et de gestion ouvrier. Sans doute quelques erreurs particulières auraient pu être évitées même sans un changement fondamental d'orientation. Mais dans le cadre de cette orientation, l'issue ne pouvait pas être substantiellement différente. Sans la préparation politique et militaire adéquate, l'épreuve de force inévitable ne pouvait pas être gagnée. (1)

Relance de la collaboration avec la D.C.

Le document brosse dans des couleurs sombres la situation au Chili, caractérisée par une répression barbare et une superexploitation de la classe ouvrière, condamnée à des salaires de famine et constamment menacée par le chômage qui a déjà frappé un pourcentage élevé des travailleurs. En même temps, il dénonce des tentatives de la junte de favoriser certains secteurs (en premier lieu, les forces armées) et même de créer une catégorie restreinte de travailleurs et de bureaucrates privilégiés. Cette manœuvre aurait aussi un aspect plus strictement politique : elle impliquerait une ouverture vers des hommes de droite de la Démocratie Chrétienne, qui seraient placés à des postes de responsabilité dans le but de freiner le mécontentement de couches bourgeoises et petites-bourgeoises. (2)

Par ailleurs, toutes les informations des derniers mois indiquent que la répression est devenue plus sélective, frappant des secteurs plus restreints mais plus essentiels pour l'organisation d'une résistance. L'expérience brésilienne a démontré qu'à certaines conditions, de telles opérations peuvent donner des résultats.

Quelle orientation propose le document pour combattre la dictature et déjouer ses manœuvres ?

La ligne du "front antifasciste", déjà esquissée dans les textes précédents, est ici précisée beaucoup plus explicitement. En effet, non seulement le document affirme "la nécessité d'approfondir l'unité des forces démocratiques, progressistes et

révolutionnaires", mais il ajoute que "la participation de la démocratie chrétienne à ce front est une nécessité de la plus grande importance". Parmi les forces armées elles-mêmes -déclare le document- "Le peuple trouvera des alliés" (3).

Les objectifs immédiats pour lesquels "tous les démocrates doivent marcher unis", en transformant "en des actions de masse le refus des actions de la junte fasciste par l'immense majorité de la nation", sont synthétisés en cinq points : la restauration des droits de l'homme ; la reconquête des droits démocratiques ; la lutte pour la défense du niveau de vie et de l'emploi ; la lutte contre la paupérisation des petits et moyens agriculteurs, commerçants et industriels ; la défense de l'indépendance nationale. "L'objectif final", c'est "la chute de la dictature, la destruction de l'Etat totalitaire et policier qu'elle a créé, la construction d'un nouvel Etat démocratique, national, pluraliste et populaire, qui développe toutes les conquêtes que le pays et le peuple ont réalisées, qui liquide le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie monopoliste et agraire, et qui protège les intérêts des grandes masses nationales en bâtissant une économie nouvelle qui garantisse le développement indépendant du pays". "La lutte pour la démocratie renouée -précise encore le texte- est le seul chemin qui amènera le prolétariat et ses alliés à construire une société plus élevée et plus juste, la société socialiste, sur la base d'un processus qui soit appuyé par l'immense majorité du pays".

Quant aux formes de lutte, elles devront être choisies en rapport avec "la nécessité d'unir toutes les forces démocratiques", dans un contexte où "les possibilités d'expression démocratique se sont progressivement restreintes", "Toutes les formes acquièrent (dès lors) leur pleine légitimité". On reste donc dans le vague, et la seule indication explicite va dans le sens d'une condamnation du "terrorisme" et des "actions aventuristes". Si l'on tient compte du fait que les formules "terrorisme" et "actions aventuristes" sont, pour les auteurs du texte, des notions très amples, il faut en conclure qu'en pratique, du moins pour une période indéterminée, toute forme de lutte armée semble exclue.

Le problème de la perspective stratégique de la lutte contre une dictature n'est pas nouveau dans le mouvement ouvrier. Les partisans de l'orientation définie dans le texte de l'Unidad Popular -l'objectif est la restauration d'un "régime démocratique"- ont toujours expliqué que rejeter leur orientation signifie accepter l'idée que le renversement de la dictature implique automatiquement le renversement du régime capitaliste et l'instauration d'un Etat ouvrier (5). Ce serait, selon eux, une perspective schématique qui empêcherait l'élargissement du front antifasciste.

Or, aucun marxiste révolutionnaire sérieux ne prétend que le renversement d'une dictature -militaire ou fasciste- amène nécessairement et immédiatement la prise du pouvoir par la classe ouvrière (c'est une variante qu'on ne saurait exclure à priori, mais qui, le plus souvent, pour des raisons sur lesquelles nous ne pouvons pas revenir ici, apparaît comme la moins probable). Il n'en découle cependant point que le mouvement ouvrier doit considérer comme sa propre tâche la construction d'une démocratie bourgeoise même "renouée" ; qu'il doit collaborer à cette entreprise avec la bourgeoisie ou ses secteurs "progressistes" ; que, en d'autres termes, il doit coopérer à la solution de cette crise de direction que la chute d'une dictature représente pour la classe dominante. L'expérience

de l'après guerre en Italie et en France est éloquent en la matière. Les partis ouvriers traditionnels, par leur collaboration à la reconstruction "démocratique", ont permis à la bourgeoisie de surmonter l'une des crises les plus graves de son histoire, de relancer son mécanisme d'accumulation et de restaurer son appareil politique. Logiquement, dès que l'étape cruciale a été surmontée, ils ont été mis à la porte des gouvernements où ils étaient entrés.

Le problème qui se pose à la classe ouvrière est de mener contre la dictature une lutte qui frappe le plus possible le système dans son ensemble et qui permette d'établir le rapport de force le plus favorable possible aux masses travailleuses. Dans la phase qui suit immédiatement la chute de la dictature, le problème n'est pas de mettre tout de suite à l'ordre du jour la prise du pouvoir. Il s'agit de créer et d'approfondir une situation de dualité de pouvoir donc de développer des organes révolutionnaires de mobilisation et organisation démocratiques des masses. Cela signifie, en d'autres termes, que, notamment dans un pays comme le Chili où une expérience cruciale a stimulé une prise de conscience de larges couches de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie radicalisée, la perspective ne saurait être celle d'une étape de "démocratisation" ou de "rationalisation" du capitalisme, perspective impliquant une collaboration avec la classe dominante et, en fait, l'acceptation de son hégémonie pour une période indéterminée.

La perspective doit être celle d'une crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, déterminée en dernière analyse par l'impossibilité de la bourgeoisie de surmonter les contradictions structurelles de son système. D'où la nécessité de se préparer pour donner à la crise cette issue positive que les partis traditionnels se sont avérés incapables de donner. La conquête du pouvoir par le prolétariat peut ne pas être à l'ordre du jour immédiatement après le renversement de la dictature. Mais elle est inscrite dans les tendances objectives et doit être l'objectif stratégique de cette étape, indépendamment des médiations et des mesures tactiques qui seront nécessaires.

De cette prémisse découle la réponse à la deuxième question : la nature du "front antifasciste". Il n'y a pas de doute qu'une politique unitaire est une nécessité primordiale correspondant aux sentiments les plus élémentaires des masses écrasées par la répression et la surexploitation. Mais l'unité doit être réalisée sur une base de classe. Il faut construire le front unique des ouvriers, des paysans, des autres couches exploitées de la population. Ce front ne peut pas inclure la bourgeoisie, dont l'opposition éventuelle à la dictature a un objectif stratégique qualitativement différent de celui du mouvement ouvrier. Cela ne signifie pas que le mouvement ouvrier ne doit pas exploiter les contradictions politiques de la classe dominante ou qu'il regrette que des secteurs bourgeois s'opposent à la dictature. Cela ne signifie pas non plus qu'il doit rejeter des convergences éventuelles dans l'action. Cela signifie qu'il ne doit pas établir une alliance politique, réaliser un front commun, sous peine de dénaturer son action et de renoncer aux perspectives stratégiques d'une lutte révolutionnaire. A ce sujet, le mouvement ouvrier international a fait des expériences multiples et absolument claires : malheureusement, il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre !

La définition de telles perspectives confirme à quel point l'autocritique sur les "manifestations d'oppor-

tunisme de droite" est partielle et tactique. En réalité, les auteurs du texte ne semblent avoir tiré aucune leçon de l'expérience tragique du 11 septembre 1973. Ou pis encore, ils en ont tiré une, c'est dans un sens diamétralement opposé à ce qu'il fallait faire. Ils proposent aujourd'hui l'unité avec le parti qui a représenté, dès le début des années '60, les couches décisives de la bourgeoisie chilienne et qui a assumé une responsabilité de premier plan dans la préparation politique du coup d'Etat.

Ils confirment en même temps le projet stratégique qui fut à la base de leur action passée : l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie ; la construction d'un Etat "démocratique et pluraliste" ; la définition d'une "étape démocratique et antiimpérialiste" de la révolution, le passage au socialisme étant remis à une étape ultérieure, nettement séparée. Ils se refusent d'admettre la vérité élémentaire que les mêmes contradictions qui ont éclaté à l'époque d'Allende et qui ont conduit à la défaite, éclateraient une deuxième fois, si après le renversement éventuel de la dictature, le mouvement ouvrier maintenait les mêmes orientations fondées sur les mêmes prémisses erronées. A moins que les auteurs du texte ne poussent leur "rectification" jusqu'à renoncer à toute mesure réformiste susceptible de créer des tensions, et d'accepter une hégémonie politique de la Démocratie Chrétienne. Dans ce cas - c'est une hypothèse purement théorique - le cours des événements pourrait être différent, à condition que les masses ne déjouent pas ces jolis calculs. Mais nous ne pensons pas que les dirigeants de l'Unidad Popular envisagent une telle variante !

Pour une orientation révolutionnaire

Le document du premier mai 1974 va provoquer des polémiques dans la gauche chilienne où des secteurs amples ont acquis une conscience critique très vive au cours des luttes des dernières années (4). Mais son orientation sera largement acceptée dans la mesure où elle est formulée par l'Unidad Popular et notamment par le PC -qui dispose du réseau de cadres et de militants de loin le plus solide- et elle compte sur l'aval de forces internationales et elle peut apparaître comme une réponse à l'exigence unitaire qui surgit quasi spontanément dans des conditions de lutte si dures. C'est pourquoi la critique systématique et constantes de ces conceptions est une tâche importante des marxistes révolutionnaires.

Finalement, dans une situation comme celle qui existe aujourd'hui au Chili, toute initiative de lutte contre la dictature pré suppose une sensibilité extrême envers les exigences, les états d'esprit, les revendications même les plus élémentaires des masses, et elle exige un travail de propagande systématique et patiente. Toute lutte qui frappe la dictature et ouvre des brèches, même modestes, doit être soutenue et stimulée. Si la moindre possibilité d'actions semi-légaux s'esquisse, il faut l'exploiter. Nous ne connaissons pas assez directement la situation des derniers mois et d'ailleurs, même sur place, ce n'est pas facile d'avoir une vue d'ensemble. Toutefois, il nous semble évident qu'une étape de réorganisation, d'accumulation de forces, de rétablissement de contacts avec des secteurs de masse, est absolument nécessaire. Les révolutionnaires ne sauraient sous-estimer ces tâches préalables. En même temps, ils ne devront laisser subsister la moindre équivoque sur un point fondamental. Il ne suffit pas d'expliquer, en général, comme le fait le texte de l'Unidad Popular, que toutes les formes de lutte sont légitimes. Il faut affirmer que

la dictature militaire ne pourra pas être renversée sans lutte armée et sans l'initiative indispensable sur ce terrain aussi, des avant-gardes révolutionnaires.

Quelles seront les formes spécifiques de lutte armée aux différentes étapes, quels choix précis devront être faits : c'est l'objet de discussions très vives. Ce n'est pas le but de cet article d'esquisser une réponse qui ne pourra être le résultat qu'une élaboration collective des révolutionnaires chiliens qui ont vécu d'une façon consciente les expériences dramatiques des dernières années.

Livio MAITAN

(1) Si le résumé que nous connaissons jusqu'ici (Corriere della Sera du 21 juin 1974) est exact, une critique des "manifestations d'opportunisme de droite" aurait été faite récemment par les porte-paroles de la bureaucratie soviétique (dans un article de la revue Problèmes du PCUS). Allende est accusé, notamment, de ne pas avoir agi avec décision face aux organismes de l'appareil d'Etat qui avaient entrepris une action d'obstruction, de "navoir appliqué aucune mesure d'exception contre le Congrès et les organismes judiciaires". Sa défaite serait due "à l'absence de forces populaires réellement révolutionnaires". Ce que la revue Problèmes du PCUS semble ignorer, c'est que ces "carences" étaient la conséquence logique d'une définition de la nature de la révolution chilienne et d'une orientation stratégique, que la bureaucratie soviétique et les PC sous son influence ont toujours défendue (sous Staline et après Staline). Mais cela correspond à une vieille tradition. Lorsqu'une orientation que les dirigeants soviétiques ont imposée ou défendue conduit à la faillite, ils prennent leurs distances, critiquent les applications pratiques, cherchent des boucs émissaires et passent sous silence leur propre responsabilité.

(2) De telles manoeuvres sont aussi dénoncées dans un texte diffusé à Santiago par le PC à la mi-juin 1974, texte qui explique que des personnalités ont déjà obtenu des postes importants.

(3) Le texte contient aussi une ouverture unitaire à l'égard des organisations de la gauche en dehors de l'Unidad Popular. En fait, il est clair que le PC et le PS ont tout l'intérêt d'inclure le MIR dans un "front antifasciste", pour se couvrir sur leur gauche.

(4) Au moment d'écrire cet article, nous ne sommes pas informés des conditions où le texte a été rédigé et diffusé. Des groupes socialistes dans l'émigration ont exprimé leur désaccord. Le MAPU, également dans l'émigration (Italie), a fait allusion à une série d'objections qui auraient été avancées à un premier projet et a affirmé que le MAPU n'aurait pas souscrit au texte tel qu'il a été publié. Il ne faut pas oublier qu'à la veille du coup les divergences au sein de l'Unidad Popular s'étaient sérieusement aggravées et que l'on était arrivé presque à une rupture. Toutefois, le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas tellement de débattre des questions tactiques particulières mais de remettre en discussion les orientations de base, ce que ni le MAPU ni la tendance socialiste d'Altamirano n'ont fait d'une façon conséquente.

(5) Au fond, le texte reprend la problématique qui domine dans les partis communistes depuis quarante années, après le rejet des conceptions de la "troisième période", qui étaient caractérisées par un schématisme aberrant notamment concernant l'inévitabilité de la victoire du prolétariat après le renversement du fascisme. Trotsky et l'Opposition de Gauche ont polémique dès le début contre de telles conceptions.

L'EFFONDREMENT DE "L'UNITÉ DES FORCES ARMÉES"

Le dictateur Hago Banzer avait l'habitude de discourir sur "l'unité des forces armées en tant que facteur de pouvoir" en Bolivie. Aujourd'hui, cette image répandue à l'intérieur et à l'extérieur du pays se trouve détruite par suite du coup d'Etat manqué que ses compagnons d'armes, officiers, avaient dirigé contre lui. Ce complot militaire a mis à nu le processus de différenciation et de décomposition qui est en train de mûrir au sein des officiers boliviens.

S'il est vrai que Banzer a connu déjà auparavant des conflits, ceux-ci eurent leurs racines parmi la haute hiérarchie de l'armée, où l'un ou l'autre général, se sentant en possession de mérites supérieurs ou non à ceux de Banzer, crut devoir exercer la charge de président de la République à la place du dictateur.

Ce fut le cas, successivement, des généraux Iriarte et Roque Teran, des colonels Selich Zenteno Anaya, A. de Zamora et autres. Ils furent tous éliminés à froid, l'un après l'autre. Les crises successives déclenchées par ces hauts dignitaires n'eurent point d'effets au sein du corps des officiers dans son ensemble et ne l'engagèrent point non plus. Il maintint son unité autour des privilèges extraordinaires dont il jouit depuis le putsch du 21 août 1971.

Les Forces Armées Révolutionnaires (FAR), constituées par des officiers qui, sous le commandement du major Ruben Sanchez, s'opposèrent au coup d'Etat fasciste et s'unirent à la résistance populaire, ne purent pas non plus étendre leur influence au sein du corps des officiers. Lorsque nous parlions dans le passé des fissures dans le pilier de la dictature militaire, nous nous référions à ces situations là.

Le coup d'état avorté du 5 juin 1974.

Mais à présent, le coup d'Etat raté révèle que ces fissures se sont approfondies et transformées en une véritable crise, sous la pression de la situation bolivienne. De ce fait, elles sapent sérieusement le principal facteur de pouvoir que détient Banzer. Cette fois-ci, il ne s'agit plus de généraux ambiteux et isolés. La tentative de coup d'Etat impliqua diverses unités entières de l'armée, ainsi que des dizaines d'officiers, dont vingt-cinq, les plus apparents, furent punis et relégués des forces armées.

Il y a des éléments nouveaux dans cette crise. Les putschistes parlent d'une tendance au sein de l'armée qui essaye de se différencier de la dictature et qui s'efforce de gagner des sympathies au sein des masses populaires. En plus, après l'échec du coup d'Etat apparaissent de nombreux messages et proclamations qui indiquent que des militaires se trouvent impliqués dans une lutte de tendances politique aigüe. Provisoirement, on peut distinguer cinq courants s'opposant les uns aux autres :

- a) le haut commandement militaire, chapauté par



Banzer, qui exerce le pouvoir réel et gouverne le pays. Il est responsable de toute la politique du régime. Son porte-parole civil vigoureux est la Falange Socialista Boliviana (F.S.B.) (organisation d'extrême-droite appuyée surtout par les grands propriétaires fonciers - note du traducteur) et les restes bureaucratiques du M.N.R., démantelé.

- b) Les F.A.R. du major Sanchez, qui ont gagné droit de cité au sein des forces armées grâce à leur propagande persistante, et à l'action de leurs équipes clandestines dans les casernes. D'après leurs propres documents, elles sont constituées par des commandants, officiers, sous-officiers, sergents, caporaux et soldats qui se sentent les héritiers des luttes des Indiens de Tupac Amaru et Katori contre les colonisateurs espagnols, les héritiers des guerillas qui se sont battus pour l'indépendance contre le roi d'Espagne, du président et caudillo du siècle passé Belzu, des militaires progressistes comme Busch et Villaroel.

Les FAR affirment que leur raison d'être est la libération nationale. Elles se déclarent anti-fascistes et anti-impérialistes. Elles condamnent l'impérialisme yankee comme ennemi n° 1 du peuple bolivien. Elles définissent les buts révolutionnaires qu'elles poursuivent comme "changement des structures qui modifiera radicalement et définitivement le cadre de dépendance et du néo-colonialisme". Elles appellent leurs frères d'armes de l'armée à lutter "ensemble avec les mineurs, les ouvriers d'usines, les enseignants, les paysans, les universitaires, les professions libérales et tous les secteurs appauvris et exploités du pays afin d'arracher, par une action conjointe, la libération nationale". Les FAR faisaient partie du F.R.A. (Front Révolutionnaire Anti-impérialiste) et continuent à se revendiquer de lui en tant qu' "instrument politique ayant des objectifs stratégiques pour la construction du socialisme". Leur opposition frontale à la dictature de Banzer leur a fait gagner de la sympathie parmi les officiers de grade inférieur.

- c) Le groupe qui s'est révélé par le coup d'Etat raté du 5 juin 1974. Ses dirigeants furent les lieutenants-colonels Lopez, Calvi, Sanchez, Uzqueda, et les majors Gary, Prado et Sergio Osinaza. Depuis l'échec de ce coup d'Etat, quatre colonels, deux majors, deux capitaines, six lieutenants et dix sous-lieutenants ont été démis de leurs fonctions.

Un manifeste signé par quatre de ces officiers, à présent en exil au Brésil, définit ce groupe putschiste comme "mouvement de généraux" qui "correspond à la pensée révolutionnaire des universitaires et à la lutte syndicale qui s'efforce de réaliser des conquêtes et le bien-être pour les travailleurs". Ils s'opposent au système totalitaire de Banzer qu'ils déclarent répressif, opposé aux intérêts du peuple et favorisant seulement les intérêts des classes privilégiées. Ils condamnent le massacre des paysans de Cochabamba. Ils s'affirment en faveur de l'autonomie universitaire, de la remise en fonction de la C. O. B. (Centrale Ouvrière Bolivienne), du renversement de Banzer et d'un retour aux libertés constitutionnelles.

- d) Parallèlement au manifeste des putschistes ratés, parut publiquement un document-programme d'un "état-major central des forces armées nationalistes", au nom de 1.500 commandants, officiers, sous-officiers et cadets. Ils accusent Banzer de s'être transformé en entrepreneur compromis avec la "mine moyenne" (mines privées, en opposition à la "grande mine" nationalisée - note du traducteur) et un secteur du patronat privé. Ils affirment qu'il met les officiers au service de l'impérialisme, sous prétexte de guerre anti-guerilla, anti-subversive et contre-révolutionnaire. Ils appellent à la création d'une Seconde République, grâce à la mobilisation des masses, la lutte pour la souveraineté nationale, et l'"instauration d'un régime progressiste de foi socialiste, humaniste et chrétienne". Ils réclament l'amnistie et les libertés politiques, la reconstruction des trois pouvoirs de l'Etat, le développement économique à des fins sociales et la dépolitisation des forces armées.

- e) Finalement, un autre groupe de militaires fit son apparition, qui publia un document condamnant le Brésil et l'impérialisme yankee.

Voilà le tableau des forces armées boliviennes sous Banzer, à moins de trois années depuis l'établissement de la dictature.

Pourquoi ces divisions?

Il est important de préciser les causes de ce démantèlement de "l'unité des forces armées boliviennes", que le dictateur proclama tant de fois comme "fondée sur du granit". Il y a un ensemble de facteurs qui exerce une pression constante sur les officiers.

Il faut mentionner en premier lieu la crise des composantes civiles du gouvernement, le MNR et la FSB, qui se sont épuisées en luttes violentes pour contrôler l'appareil et les finances de l'Etat, provoquant une corruption gigantesque. Ensuite, il y a l'échec des propositions et projets du gouvernement par rapport à un prétendu développement économique et à la résorption de crises économiques chroniques du pays, qui a donné lieu à l'aggravation de l'inflation, du chômage et de la misère, malgré des conditions avantageuses vu la hausse des prix des matières premières. Tout ce marasme économique a accru la résistance des masses.

En outre, il faut tenir compte des pressions internationales de caractère géopolitique sur la Bolivie et l'intervention ouverte de la dictature et du capi-

tal brésilien dans l'économie, dans la vie politique et même dans les décisions de l'armée bolivienne.

Tous ces facteurs ont touché la sensibilité de beaucoup d'officiers. Mais ce qui a fondamentalement ébranlé les jeunes officiers, c'est la résistance tenace des masses qui, lors de la rébellion paysanne de janvier 1974, ont démontré qu'elles peuvent se dresser devant leurs exploiters et oppresseurs.

Les officiers ont pu accepter les plans de Banzer parce qu'ils croyaient qu'ils produiraient la stabilisation économique et sociale. Mais lorsqu'ils se rendent compte à présent que cette stabilisation est un leurre et que le pays devient de plus en plus instable, ils se mettent à vaciller. Ils se rendent compte que leur avenir est en danger, que le gouvernement de Banzer se décompose, et qu'il n'a plus beaucoup d'avenir. Ils ne désirent pas tomber avec lui et commencent donc à prendre leurs distances.

En moins de trois ans, les militaires ont été témoins de l'échec du régime de Banzer avec tous ses schémas. Ils ont vu le pays vendu aux enchères, avec 10 millions de ha. concédés aux entreprises pétrolières impérialistes. Ils se sont rendus compte du processus de dénationalisation des entreprises minières, la cession des réserves domaniales à des compagnies françaises, japonaises et nord-américaines. Ils se sont aperçus de l'invasion pacifique du Brésil dans les régions de Santa Cruz et de Beni. Mais tout cela n'a produit aucun "miracle économique".

Ce qui en a résulté, c'est au contraire l'inflation et la pénurie des vivres. Ils ont vu leurs chefs militaires diriger la répression la plus sanglante contre les masses boliviennes, et participer en même temps au pillage, à la corruption et au sac des richesses de la nation.

Par ailleurs, ils ont senti les luttes des masses, des mineurs qui ne transigent point, la radicalisation des paysans qui ont fait sauter la farce du "pacte militaire-paysan", la nouvelle rébellion qui monte chez les universitaires, c'est-à-dire, en bref, ils ont senti la nouvelle montée révolutionnaire des masses.

Cette réalité n'ébranle pas seulement les Forces Armées. Elle est également perçue par l'impérialisme qui observe la situation et enregistre la décomposition de son régime fantoche.

Dans ce putsch raté comme dans toute crise militaire s'entrecroisent les bonnes intentions et la sensibilité de quelques jeunes militaires, et les calculs et projets de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour sauver leur pouvoir devant la décomposition de la dictature en place.

Devant la montée des masses et l'échec de Banzer, l'inquiétude et les hésitations des jeunes officiers doivent être canalisées vers un simple changement d'équipe, sans autres changements majeurs : tel est l'objectif des classes dominantes. Il est significatif de constater que les tendances apparues simultanément au putsch raté se disputent l'appui des masses populaires et s'orientent vers la C. O. B. et les universitaires. Nous assistons ainsi à une opération "sauvetage des Forces Armées et du régime qu'elles représentent".

Il s'agit, en d'autres termes, d'une opération préventive pour remplacer Banzer, tout en sauvant le régime. Et la main de l'impérialisme apparaît déjà d'une manière qui ne permet pas de douter sur la nature de certains conseils et de certains conseillers.

Ce n'est pas par hasard que les deux documents de tendances militaires mentionnés plus haut ont été rédigés par des militaires qui vivent aux Etats-Unis. Il y a des indices que l'ex-président de la COMIBOL (société des mines nationalisées - note du traducteur) de l'époque de la dictature de Barrientos, intervient également dans la crise. Les putschistes ne cachent pas non plus leurs liens avec le vieux politicien réactionnaire Paz Estenssoro.

Autour du putsch militaire s'agit un conglomerat hétérogène de groupes qui s'unissent et se séparent par leurs ambitions. Il semble que l'impatience de certains chefs militaires a produit le putsch avorté du 5 juin 1974, avant que tous les participants possibles ne se soient réunis. La réhabilitation de Paz Estenssoro, réclamée par les putschistes, a provoqué des conflits avec les partis qui s'intègrent dans ces différents "fronts". Parmi ces partis il y a, outre le MNR de Paz, le MNI de Siles (ancienne fraction du MNR), le parti démocrate-chrétien, le PRA et même le PC bolivien.

La classe ouvrière, les paysans et les universitaires révolutionnaires se sont différenciés des putschistes avec un instinct très sûr. Aucun secteur ne s'est mobilisé à leurs appels. Les organisations syndicales et leur avant-garde continuent à travailler pour leurs objectifs de classe révolutionnaires. Sous le prétexte du putsch, Banzer a orchestré une nouvelle campagne contre "l'extrémisme" et a dénoncé des préparatifs guerillistes. Ses visites aux garnisons militaires ont pour objectif de reconstituer son front décomposé grâce à l'épouvantail de "l'extrémisme" et de la guérilla. Mais il a échoué antérieurement et il échouera encore.

Par ailleurs, les manœuvres pour sauver le régime capitaliste néo-colonial par des appels en faveur d'une "seconde République", symbolisée par le dictateur haf Barrientos, ne remplacera pas pour les masses la perspective socialiste, autour de laquelle elles sont unies et pour laquelle elles se préparent.

20 juin 1974

COLOMBIE

LE "MANDAT" DE LOPEZ MICHELSEN

Cinq candidats se sont présentés aux élections présidentielles de 1974 en Colombie :

- Alfonso Lopez Michelsen, appuyé par le Parti Libéral ;
- Alvaro Gomez Hurtado, appuyé par le Parti Conservateur ;
- Maria Eugenia Rojas de Moreno, présentée par ANAPO (Alliance Nationale Populaire) ;
- Hernando Echeverry Mejia, présenté par l'Union Nationale de l'Opposition ;
- Hermes Duarte, appuyé par la Démocratie Chrétienne.

Le contexte politique de la lutte électorale

Depuis la chute de la dictature militaire de Gustavo Rojas Pinilla, la bourgeoisie a décidé de constituer le dit "Front National", regroupant les deux partis bourgeois traditionnels, le Parti Libéral et le Parti Conservateur. Cet accord implique une alternance de la présidence de la République : à quatre années de distance, un président libéral succéderait automatiquement à un candidat conservateur. Il implique également la parité des mandats parlementaires et des charges publiques. Il fut conclu pour une durée de 16 ans.

Durant les gouvernements successifs de Lleras Ca-

margo, Guillermo León Valencia, Carlos Lleras Restrepo et finalement de Misael Pastrana Borrero, un monopole de pouvoir des deux partis bourgeois traditionnels fut ainsi instauré de fait. Il empêcha toute possibilité d'accès au parlement des autres formations ou partis politiques. Il ne permit à personne, en dehors des membres de ces deux partis, l'accès à une charge bureaucratique quelconque au sein de l'appareil d'Etat.

Ces deux partis apparurent comme des ennemis mortels pendant plus d'une décennie, dite "période de la violence" en Colombie. Au cours de cette période, les conservateurs eurent en main le monopole de l'appareil d'Etat, et une répression violente fut déclenchée contre les "séditieux", auxquels le parti libéral lui-même fut assimilé. Mais au bout du compte, les deux partis finirent par conclure une alliance qui élimina les divergences qui se produisirent conjoncturellement entre eux. Cette alliance se présenta comme une véritable forteresse s'appuyant sur l'appareil d'Etat et refoulant toutes les revendications ouvrières et populaires.

Dans le domaine politique, le Front National fut l'expression la plus nette du monolithisme non seulement au sein du parti conservateur mais des deux partis traditionnels, dans le sens d'une répression des plus crues contre toute autre forme d'organisa-

tion politique et contre toute revendication des masses. Les présidents libéraux entrèrent en compétition avec ceux du parti conservateur pour persécuter les organisations politiques de gauche, et même les organisations syndicales, ainsi que toute forme de mobilisation contre la politique réactionnaire. Le mythe du libéralisme représentant prétendument un secteur "nationaliste" de la bourgeoisie, et qui pourrait s'allier aux forces "progressistes" voire révolutionnaires, s'avéra une fantaisie sans fondement aucun de la part des stalinien. Une conclusion décisive s'en dégagait quant au processus révolutionnaire en Colombie : la révolution colombienne sera socialiste ou elle ne sera pas.

Le PC stalinien fut considérablement affaibli pendant les premières années du Front National, quand sa quête d'un secteur "nationaliste" de la bourgeoisie l'amena à rêver d'un affrontement, au sein de la bourgeoisie, entre deux lignes : la ligne "progressiste" de Lopez Michelsen, et la ligne "récalcitrante" de la direction officielle du parti libéral et de l'ensemble du parti conservateur. Selon ce schéma, Lopez Michelsen représenterait une solution de échange par rapport à la ligne officielle du parti libéral, parce qu'il défendait certaines thèses qui lui valurent le titre d' "enfant terrible" de la bourgeoisie, comme p. ex. le fait qu'il ne cessa d'appuyer la révolution cubaine et qu'il réclama une "révolution" en Colombie.

En réalité, la position de Lopez Michelsen peut être considérée comme exprimant pendant une certaine période un sentiment d'opposition par rapport aux postulats du Front National (parité, monolithisme des deux partis, etc.) ainsi que certaines thèses sur l'Etat que quelques "marxistes" pouvaient considérer comme "révolutionnaires" au cours des années soixante. Mais l'histoire confirmera que cette opposition au Front National n'était pas nécessairement anti-bourgeoise ou anti-capitaliste. Elle creusa, au contraire, le lit le plus propice pour orienter la politique de la bourgeoisie à partir du moment où le Front National avait atteint son but. Il s'agissait de conserver la domination bourgeoise, d'en confirmer la superstructure juridique et politique de manière à ce qu'une démocratisation ultérieure de la représentation parlementaire assure toutes les garanties anti-révolutionnaires et anti-mouvements de masse, pour que la classe ouvrière et ses alliés, le mouvement paysan et le mouvement étudiant, gardent les mains liées.

Le Front National est responsable de la législation la plus étouffante imposée à la classe ouvrière contre le droit de grève. Cette législation fut renforcée successivement par tous les gouvernements du Front National au point qu'il est à présent pratiquement impossible pour des travailleurs de déclencher une grève sans qu'elle ne soit immédiatement déclarée illégale par le Ministère du Travail. Le Front National est responsable du massacre d'une centaine d'étudiants et de lycéens, du massacre des ouvriers grévistes de Santa Barbara, de Barrancabermeja et de la vallée du Cauca.

Lopez Michelsen n'a jamais appuyé un quelconque mouvement de protestation contre cette politique de la bourgeoisie colombienne, malgré l'appui que les stalinien lui accordèrent pendant plusieurs années. Son projet politique fut défini par sa conception sur le rôle de l'Etat qui devrait être renforcé au-delà des partis politiques et des groupements professionnels. Ce n'est pas par hasard que, lorsque fonctionna le Mouvement Révolutionnaire Libéral dirigé par Lopez, aussi bien les stalinien du PC que les dirigeants officiels du parti libéral agi-

rent de manière contradictoire mais partant d'une même hypothèse : à savoir l'hypothèse qu'un renforcement de l'Etat aboutirait à l'affaiblissement de la bourgeoisie au niveau professionnel et au niveau de sa représentation politique au sein des partis. De là le mythe du caractère "progressiste" de Lopez Michelsen, puisque celui qui fut appuyé par le PC fut simultanément attaqué avec véhémence par les dirigeants officiels du parti gouvernemental.

Mais il suffit que quelques années passent pour que les uns et les autres puissent se convaincre que la fameuse formule sur le renforcement de l'Etat signifiait exactement le contraire de ce que l'on supposait. Devant l'évidence, chaque camp politique modifia diamétralement son attitude. La bourgeoisie se mit à appuyer Lopez Michelsen ; le PC stalinien commença à entrer en opposition avec lui, mais pas en opposition frontale.

L'extrême-gauche colombienne, qui surgit de l'opposition à la ligne de conciliation de classe suivie par le PC au cours des années soixante, avait manifesté dès le départ sa méfiance à l'égard de tout type d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie nationale. Elle s'imposa la tâche de mener sa lutte contre l'impérialisme nord-américain en combinaison avec la lutte contre tous les secteurs de la bourgeoisie "nationale", quel que soit le caractère "progressiste" sous lequel une quelconque de ses fractions put apparaître à un moment déterminé.

L'opposition anticapitaliste et antibourgeoise se présente parmi les coordonnées de la pratique politique de l'extrême-gauche, ce qui se concrétisa par l'adoption de la lutte de guerillas comme expression du radicalisme révolutionnaire et par une propagande anti-parlementaire permanente au cours de cette période. Le mouvement paysan avait atteint sa maturité, de même que le mouvement étudiant, aux moments des élections, précisément grâce à la propagande anti-parlementaire et anti-capitaliste. Le PC pro-Moscou, qui continua à chercher à pénétrer au Parlement, se présenta aux élections comme un secteur du parti libéral, seule voie possible pour le faire de manière légale.

Les candidats et leurs courants électoraux

Avant les élections de 1974, une bataille fut livrée au sein du parti libéral entre l'ancien président Carlos Lleras Restrepo et Alfonso Lopez Michelsen. Lleras représente la tradition typique de la politique du Front National, dont il fut un des porte-parole les plus représentatifs. Il se présenta comme candidat d'une alliance avec le parti conservateur c'est-à-dire comme candidat unique des deux partis, malgré le fait que la période de seize années de candidature unique à la présidence de la République était terminée.

La position de Lopez fut celle d'affirmer la nécessité d'un candidat propre du parti libéral (la sienne évidemment), et de se lancer dans une campagne d'alliance d'une large gamme de fractions différentes de la bourgeoisie, entraînant de nombreuses couches populaires en faveur d'un homme politique qui s'était présenté, des années durant, comme "révolutionnaire". Lopez gagna cette lutte haut la main, et obtint l'appui des secteurs les plus importants de la bourgeoisie, tant dans l'industrie et l'agriculture que parmi les banquiers et les commerçants.

tant donnée la crise des partis politiques, la thèse sur le renforcement de l'Etat gagna un appui parmi tous les secteurs des entrepreneurs. La pillule leur fut dorée du fait que le programme politique de Lopez n'entre en conflit avec aucune fraction importante de la bourgeoisie, ni même avec les intérêts des grands propriétaires fonciers regroupés autour de Julio Cesar Turbay Ayala, chef unique du parti libéral.



Lopez résuma son programme dans la formule du "mandat clair" et la prétendue "politique des revenus et des salaires", formules éclectiques qui peuvent signifier une option en faveur d'un développement économique néo-colonial, combinée avec une certaine démagogie participationniste.

Le parti conservateur, représenté par l'actuel président de la République Misael Pastrana Borrero, lança la candidature d'Alvaro Gomez Hurtado avec le mot-d'ordre d'une "politique en faveur du développement économique", afin de séduire la fraction industrielle de la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. La "politique en faveur du développement économique" n'est qu'une formule démagogique de ces fractions de la bourgeoisie, qui sert à endormir des secteurs populaires avec des rêves de prospérité. Par ailleurs, les conservateurs ne tinrent pas compte des avantages du "mandat clair", dans la mesure où, en opposition avec la campagne de Lopez, leur campagne était trop vague pour regrouper diverses fractions de la bourgeoisie autour de leur programme.

Le parti conservateur a été lié à l'époque dite de la violence en Colombie. Il a longtemps cherché à apparaître devant la bourgeoisie comme son gardien le plus intransigeant, empruntant des mots d'ordre propagandistes à des organisations de droite comme "Tradition, Famille et Propriété" (qui équivalait à "Patrie et Liberté" du Chili). Cela a fini par l'isoler encore davantage des masses populaires, et a ouvert une brèche en faveur de la campagne de Lopez, qui apparut comme une solution de rechange "de gauche".

L' "Alliance Nationale-Populaire", formation politique surgie du parti conservateur, avec quelques ramifications dans le parti libéral, s'est développée comme une solution de rechange de certains secteurs de la lumpen-bourgeoisie (grands contrebandiers,

trafiquants de drogues, trafiquants d'émeraudes, etc.) et de l'appareil d'Etat, avec certains prolongements dans des secteurs marginalisés de la population. Idéologiquement, elle peut être caractérisée comme un parti petit-bourgeois, dans la mesure où son idéologie se tient en équilibre entre le capitalisme et le socialisme, entre la profession de foi catholique et la défense du principe de la liberté des cultes, entre le parlementarisme et le chantage à la guerre civile. Il atteignit son point culminant lors des élections de 1970, lorsque son candidat obtint presque autant de voix que le candidat officiel Pastrana. Mais plus tard, ses hésitations le placèrent en position de minorité accentuée par rapport aux deux partis traditionnels, de sorte qu'à présent, il n'est plus que "le troisième parti". Son candidat à la présidence, Maria Eugenia Rojas de Moreno, fille de l'ancien dictateur Rojas Pinilla, n'obtint que 350.000 voix.

L'Union Nationale de l'Opposition lança la candidature de Hernando Echeverry Mejia. C'est une coalition de diverses fractions sorties de l'ANAPO et de quelques groupes indépendants, aux côtés du PC pro-Moscou et du MOIR. Le MOIR représente en Colombie, la variante maoïste qui correspond au tournant droitier de la direction chinoise. Hernando Echeverry lui-même fait partie du groupe qui scissionna de l'ANAPO. Il se permit même d'esquisser un rapprochement avec le candidat conservateur au cours de la campagne électorale.

Le programme de l'U.N.O. fut conçu de la manière la plus tiède et la plus molle, afin de ne gêner aucun secteur de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Bien que le projet stratégique fût proche de celui de l'U.P. du Chili, le programme fut abaissé au niveau le plus bas, avec quelques perles sorties des couronnes des gouvernements réactionnaires, comme la demande d'ouverture de relations diplomatiques avec tous les pays du monde.

L'U.N.O. n'a pas réussi à obtenir un appui massif des électeurs ouvriers, bien que les bureaucraties syndicales groupées autour de la Confédération Syndicale des Travailleurs Colombiens (CSTC), contrôlée par le PC, s'y fussent associées. Les résultats obtenus ne dépassèrent pas 150.000 voix, malgré tout l'appareil de propagande mis en marche.

Il est significatif que l'énorme masse de propagande distribuée par tous les partis et groupes politiques pour amener les électeurs à voter n'empêcha pas un nombre considérable d'abstentions (fait constant dans les élections colombiennes des dernières décennies). Le nombre de votes exprimés ne dépassa pas les 50 % des citoyens en âge de voter.

Un bref bilan

Beaucoup d'hypothèses, allant dans les sens les plus divers, ont été formulées concernant l'élection de Lopez Michelsen. D'aucuns soulignent le caractère réformiste qu'acquerra son gouvernement, ce qui est en opposition avec les considérations que nous avons formulées plus haut. Il s'agit plutôt d'un gouvernement qui poursuivra certaines pratiques du Front National, avec un programme politique qui ne se différencie pas fondamentalement de celui qu'avaient avancé les présidents antérieurs.

L'économie colombienne connaît une situation critique, comme toutes les économies néocoloniales. Mais la bourgeoisie colombienne a pu profiter d'une circonstance avantageuse dans le contexte latino-américain : le manque de combativité provisoire de la classe ouvrière pendant la décennie précédente.

A partir de ce relâchement, la machine juridique montée par le Front National a placé le prolétariat dans une situation défavorable. Il ne peut même pas conduire légalement la lutte pour ses revendications les plus élémentaires, situation à laquelle ont contribué non seulement les syndicats dits "libres" de l'U. T. C. et de la C. T. C., adhérant à l'ORIT, mais même la CSTC contrôlée par les stalinien.

Sans doute, les luttes qu'ont continué à mener les guerillas, le mouvement étudiant et surtout un secteur radical du prolétariat agricole organisé en syndicats indépendants, ont démontré le grand potentiel de lutte que dégage la situation actuelle de la classe ouvrière et des secteurs radicalisés.

La bourgeoisie craint que les perspectives d'élargissement de ses marchés lui fassent défaut. Elle sait que la crise qui menace son économie pourrait accroître le chômage de manière massive et provoquer simultanément une hausse vertigineuse des prix. D'où la possibilité d'une montée radicale de luttes ouvrières. Pour cette raison, elle préfère laisser courir sa chance à un gouvernement pseudo-réformiste qui apaisera les luttes revendicatives, mais fera peser tout le poids de sa politique en faveur du profit des grandes entreprises, où est investie la majeure partie des capitaux étrangers et nationaux.

Le renforcement de l'Etat proposé par Lopez Michelsen sert à constituer une base politique au sein de la petite-bourgeoisie, qui a maintenant des illusions concernant l'idée du rôle d'arbitre que cet Etat pourrait jouer pour concilier les intérêts du Capital et du Travail et à pratiquer des formes d'intervention économique de l'Etat dans certaines branches d'infrastructure auxquelles se prêtent quelques petites entreprises étrangères. Le régime de Lopez représente une solution de rechange pour la bourgeoisie, afin d'accroître la cohésion de diverses fractions du capital étranger et national et d'obtenir un appui "populaire" dans des couches des classes moyennes, assez touchées par les mesures prises par les régimes antérieurs et par la hausse constante des prix des produits de première nécessité.

C'est la tâche des révolutionnaires d'élaborer une politique de front unique des organisations d'extrême gauche et des mouvements armés, qui permettra de développer d'amples mobilisations de masse contre la politique de la bourgeoisie.

Carlos Rodrigues

CRISE

la crise de l'industrie automobile

L'industrie automobile des pays capitalistes traverse actuellement une véritable crise de surproduction. Il s'agit d'une crise classique et non d'une simple récession : l'ampleur et la durée du recul de la production et des ventes en témoignent.

L'ampleur de la crise

Pendant le premier trimestre de 1974, le chiffre d'enregistrement de nouvelles voitures a baissé dans les proportions suivantes par rapport au premier trimestre de 1973 :

- 8 % en France
- 18 % en Suède
- 22 % en Italie
- 22 % en Grande-Bretagne (- 26 % pour le premier trimestre)
- 22,9 % en Suisse
- 27,4 % aux Etats-Unis
- 31 % au Japon
- 31 % en Allemagne

Il en résulte une baisse considérable de la production

malgré une accumulation rapide des stocks. Les bénéfices diminuent de manière encore plus nette. Des réductions significatives de l'emploi sont inévitables.

En France, la production des voitures (camions compris) diminua de 2,7 % pendant le premier trimestre 1974 ; aux Etats-Unis elle diminua de 28 % en Grande Bretagne de 26 %, en Allemagne occidentale de 18,3 %. Si elle augmenta légèrement en Italie, c'est que ce pays fut le seul à connaître une baisse de production automobile pendant le premier trimestre de 1973 par rapport à l'année précédente.

Les baisses de profits furent sensationnelles. Tous les jours pendant le premier trimestre de 1974, elles sont de - 85 % chez General Motors, de - 66 % chez Ford, de - 98 % chez Chrysler et de - 58 % chez American Motors ; de - 40 % chez Nissan et de - 83 % chez Toyota, British Leyland, pour les six mois terminant le 31 mars 1974, subit une perte (avant impôts) de 16,5 millions de £, contre un profit de 22,8 millions de £ pendant la période correspondante de l'année précédente. Fiat se trouve

également en déficit. Quant à Citroën, ce trust fut à deux doigts de la faillite.

L'emploi a été frappé durement aux Etats-Unis. Sur les 728.000 membres du syndicat de l'automobile U. A. W. la première semaine d'avril 1974, 79.000 se trouvèrent licenciés définitivement et 72.000 en chômage partiel, soit une proportion de plus de 20 % de chômeurs (les deux-tiers des chômeurs furent licenciés par General Motors).

En Europe, les licenciements furent moins amples. Mais il y eut plusieurs vagues de chômage partiel considérable (semaine de 3 jours chez Fiat-Italie au début de l'année ; 62.000 ouvriers de Volkswagen mis en chômage partiel en Allemagne au printemps). Il y eut surtout un blocage total de l'embauche, avec pression pour des mises à la pension prématurée, des départs volontaires et autres mécanismes masquant les licenciements, mais réalisant la réduction du volume de l'emploi.

Les firmes dont la rentabilité a été la plus frappée par la crise sont en train de préparer actuellement une nouvelle attaque contre l'emploi. Le cas le plus grave est manifestement celui de la British Leyland en Grande-Bretagne. Le 21 juin 1974, cette firme annonça un programme d' "économies" qui implique une contraction massive de l'emploi, surtout dans la division des voitures populaires Austin-Morris.

Les causes de la crise

La presse bourgeoise et les spécialistes des "relations publiques" de l'industrie automobile, se sont efforcés de présenter la crise actuelle de cette industrie comme un accident de parcours provoqué par la "crise du pétrole". Les raisons de cette tentative sont multiples.

Tout d'abord, grâce à l'emploi de la méthode Coué, le patronat espère arrêter la baisse de la vente, ou du moins cette fraction de la baisse attribuée à des "raisons psychologiques" (de la même manière, Nixon espère faire cesser la récession en affirmant qu'elle n'existe pas). Puis, l'importance de l'industrie automobile dans l'ensemble de l'économie capitaliste des pays impérialistes (et de quelques pays semi-coloniaux comme le Brésil et l'Argentine) est telle qu'une dépression prolongée dans ce secteur modifierait toutes les perspectives en matière d'investissements et de taux de croissance global de l'industrie impérialiste.

En outre, une dépression prolongée de l'industrie automobile démontrerait le caractère mystificateur d'un des axiomes fondamentaux de l'idéologie, et plus particulièrement de l'économie politique, bourgeoise contemporaine : l'axiome selon lequel la "science économique" permettrait aujourd'hui d'assurer à l'industrie capitaliste non seulement une "demande globale" suffisante pour éviter des crises de surproduction, mais encore permettrait à chaque branche industrielle importante d'assurer une "demande spécifique" qui la mettrait à l'abri de chutes importantes de la production.

Mais cette explication de la crise de l'automobile résultant exclusivement de la "crise du pétrole" ne résiste pas à une étude attentive des faits. La réalité est toute différente.

La crise de l'automobile se développe sous l'influence de trois facteurs principaux : la récession économique dans la plupart des pays impérialistes ; les

effets économiques du renchérissement du pétrole ; la fin de la longue phase de croissance accélérée du parc automobile en Europe occidentale et au Japon (et subsidiairement dans quelques autres pays). La "crise du pétrole" n'est donc qu'un élément parmi d'autres qui ont causé la crise de l'automobile. Si on lui attribue le rôle de détonateur de la crise, cela ne suffit point pour faire passer à l'arrière-plan les causes plus profondes.

L'analyse erronée de beaucoup d'observateurs bourgeois s'est d'ailleurs traduite par une perspective fautive. Ils s'attendaient à une reprise rapide des ventes d'automobiles, dès que la pénurie du pétrole (ou la peur de la pénurie) disparaîtrait et que les augmentations successives du prix de l'essence se tasseraient. Or, il n'y a eu aucune reprise depuis le mois de mars 1974, alors que la pénurie du pétrole a disparu et que le prix de l'essence s'est stabilisé, fût-ce à un niveau considérablement accru.

«Crise du pétrole» et de l'automobile

Quels sont dès lors les incidences réelles de la "crise du pétrole" sur la crise de l'automobile ? Elles portent essentiellement sur les coûts de l'emploi de la voiture privée et sur la catégorie des voitures achetées.

La pénurie de l'essence d'abord, l'augmentation considérable de son prix ensuite, découragent manifestement l'achat (ou l'emploi et donc le remplacement) de la voiture pour toute une série d'acheteurs, qu'on peut ou qu'on ne peut pas appeler "marginaux" selon le sens que l'on donne à ce terme vague. Les couches d'utilisateurs les plus modestes (ouvriers moyennement qualifiés, petits employés, petits fonctionnaires, artisans, petits paysans et petits commerçants non prospères, etc.) calculeront davantage que par le passé s'ils peuvent se permettre de rouler en voiture, ou s'ils doivent se rabattre sur des moyens de transports en commun.

Tant pour le parcours domicile-travail-domicile que pour les déplacements de loisirs (week-end et soirées), on a pu enregistrer une augmentation significative de l'utilisation des chemins de fer, des autobus, des métros et autres moyens de transport pour lesquels la voiture individuelle était, au cours des dernières décennies, le concurrent n° 1.

Les statistiques concernant les vacances 1974 ne sont pas encore disponibles. Mais il est d'ores et déjà certain qu'à ce propos également, l'utilisation de la voiture privée sera en baisse considérable, du moins en Europe occidentale et au Japon.

Par ailleurs, le renchérissement de l'essence, joint aux limitations légales de la vitesse, peut perdre la plupart des attrait qui pouvaient justifier l'achat d'une voiture "moyenne" ou "grosse" au lieu d'une petite cylindrée, sauf pour des raisons d'ostentation et de luxe. A l'exception de quelques marques spécialisées dans ce dernier genre de voitures, les cylindrées moyennes et grosses connaissent donc une chute de ventes plus que proportionnelle, alors que les petites voitures se maintiennent mieux.

Sur le marché des Etats-Unis, la vente des petites voitures a diminué de manière modeste, alors que celle des grosses cylindrées, jadis préférées par les clients américains, s'est littéralement effondrée (de 660.000 en mars 1973 à 350.000 en mars 1974!) Depuis le début de 1974, la vente des petites voitures y dépasse en fait, pour la première fois, celle des grosses en chiffres absolus.

Il en résulte une reconversion progressive des quatre trusts américains de l'automobile vers la production de petites voitures. American Motors, le moins important de ces quatre trusts, avait en gros effectué cette reconversion avant même que la crise actuelle n'éclate. Les trois autres trusts ont mis sur chantier un programme d'investissement s'échelonnant sur plusieurs années.

Cependant, ces programmes sont moins ambitieux que prévus. Ford a réduit le sien, pour l'année en cours, de 1,1 à 1 milliard de dollars. Chrysler, plus frappé par la crise de rentabilité, l'a réduit de 350 millions de dollars à 265 millions. Seul General Motors, qui avait le plus de retard dans l'entrée sur le marché de la petite voiture, investira cette année dans ce secteur plus que l'année précédente : 1,3 milliards de dollars à la place de 1,2 milliard.

Ces réticences correspondent tant à la chute des profits et donc des ressources propres pour investir, qu'au renchérissement du crédit et à l'incertitude qui pèse sur l'avenir de l'industrie automobile et donc de ses débouchés. On voit donc bien jusqu'à quel point même les effets directs de la "crise du pétrole" sur l'industrie automobile se combinent en réalité avec les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution de la demande de voitures privées dans les pays impérialistes.

Les effets de la récession

L'industrie automobile, de même d'ailleurs que toutes les branches industrielles qui produisent des biens de consommation durables, sont plus vulnérables aux fluctuations conjoncturelles, même modérées que d'autres branches de l'industrie fabriquant des moyens de consommation. Un ménage de salariés ou d'employés peut manifestement réduire plus rapidement et plus amplement le poste "automobile" de son budget que le poste "nourriture" ou "habillement", pour ne pas dire le poste "loyer et services annexes (chauffage, électricité, gaz, eau, etc)".

On assiste donc, lors de chaque récession économique, à une chute des ventes d'automobiles qui est plus ample que la réduction globale de la production, des revenus réels ou de l'emploi. Si la mévente des automobiles s'est prolongée au-delà de la "crise du pétrole" dans des pays comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne occidentale, la Grande-Bretagne etc., cela est manifestement dû aux effets de la récession (réelle, ou escomptée à brève échéance). Les pays pas encore frappés par cette récession comme l'Australie ou le Brésil ne connaissent pas encore de mévente d'automobiles, malgré le fait que la "crise du pétrole" les a frappés tout autant que d'autres.

Les mesures de restriction du crédit, prises pour "freiner l'inflation" (plus personne ne parle de l'élimer !), ont contribué à réduire les ventes des automobiles, dans la mesure où elles ont renchéri ou même réduit quantitativement le crédit à la consommation (les ventes à tempérament). C'est surtout en Grande-Bretagne que l'effet de ces mesures sur la demande d'automobiles a été désastreux.

L'absence d'un lien causal avec la "crise du pétrole" apparaît en outre du fait que des chutes analogues à celle de la vente des automobiles se sont produites pour une série d'autres biens de consommation durables ou de services, dont l'achat se réduit plus que proportionnellement en cas de récession.

Deux exemples typiques à ce propos sont :

la chute de la vente des appareils TV-couleur et



noir-et-blanc en Grande-Bretagne (de 4,1 millions d'appareils en 1973 à 2,5 ou 3 millions d'appareils prévus vendus en 1974) ;

- la chute des voyages de vacances à l'étranger des ressortissants d'Allemagne occidentale, chute évaluée à 30-35 % en 1974 par rapport à 1973, avec des effets désastreux pour l'industrie hôtelière espagnole, et sans doute des effets sensibles également en Italie et en Yougoslavie.

La durée de la récession économique est évidemment imprévisible. De ce fait, il est difficile de formuler des pronostics sur la possibilité d'un retournement à court terme sur le marché de l'automobile

Ce qui est certain, c'est que la situation économique s'aggrave en Europe occidentale, notamment en Allemagne et en France, où la récession tend à se préciser, alors qu'aux Etats-Unis et au Japon la conjoncture semble pour le moment stationnaire. Il faut sans doute attendre le mois de septembre-octobre pour savoir si la récession généralisée s'étendra jusqu'à l'automne, voire jusqu'à l'hiver 1974-75, ou bien si une légère reprise aux Etats-Unis et au Japon s'opposera pendant la 2ème moitié de 1974 à la récession en Europe occidentale, limitant celle-ci du même fait.

Fléchissement à long terme de l'expansion automobile

Il faut cependant placer l'évolution conjoncturelle, au même titre que les effets de la "crise du pétrole" dans un cadre plus vaste, à savoir l'évolution à long terme de l'industrie automobile. A ce propos, peu d'experts contestent que l'expansion rapide de l'industrie automobile des années '50 et '60 -un des principaux stimulants de la croissance accélérée de l'économie des pays impérialistes pendant cette période- soit terminée.



Le phénomène de saturation du marché, qui est déjà apparu aux Etats-Unis, se manifeste de plus en plus en Europe capitaliste et au Japon. Il se dégage nettement du déclin des taux de croissance annuels du parc automobile. Voici les chiffres à ce propos pour les six pays qui constitueront à l'origine le Marché Commun (Allemagne occidentale, France, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) :

% d'augmentation du parc automobile (y compris camions) :

1955 : 16,6 %	1965 : 12,3 %
1956 : 17,6 %	1966 : 10,9 %
1957 : 16,4 %	1967 : 9,0 %
1958 : 15,4 %	1968 : 8,2 %
1959 : 14,8 %	1969 : 8,1 %
1960 : 15,1 %	1970 : 7,2 %
1961 : 14,6 %	1971 : 6,6 %
1962 : 15,9 %	1972 : 5,3 % (estimation)
1963 : 16,4 %	1973 : 4,2 % "
1964 : 13,9 %	

Du point de vue des débouchés, la saturation des marchés s'explique du fait qu'avec la structure actuelle des revenus, pratiquement tous les ménages qui désirent acheter une voiture et qui peuvent le faire (soit au comptant soit à tempérament) sans mordre de manière désastreuse sur la partie du revenu qui doit couvrir des dépenses de première nécessité, sont déjà propriétaires d'une automobile. Dans ces conditions, la production courante sert de plus en plus exclusivement des besoins de remplacement. Elle tend de moins en moins à accroître le parc automobile dans son ensemble.

Cette situation pourrait se modifier soit si les revenus réels des couches moins rémunérées de la population laborieuse augmentaient considérablement, soit si les prix de l'automobile baissaient de manière très forte.

La seconde éventualité est totalement exclue dans un avenir rapproché. Au contraire, presque tous les trusts ont répondu à la baisse des ventes et des profits en augmentant le prix de vente unitaire de leurs voitures. Seule une véritable révolution technologique dans l'industrie automobile, réduisant le prix de revient de l'ordre de 30 ou de 50 %, pourrait amener l'un ou l'autre trust à effectuer une telle baisse des prix afin d'accroître radicalement sa part du marché.

Quant aux revenus réels des ménages, l'inflation et la récession tendent à les réduire ou à les laisser stationnaires et non pas à les accroître. Lors de la reprise économique qui succédera à la récession présente, l'inflation continuera à sévir. L'augmentation des revenus réels des ménages des travailleurs sera donc très modeste, si même elle se produit ce qui n'est pas du tout certain.

Dans ces conditions, une reprise d'expansion rapide du parc automobile est très improbable en Europe capitaliste et au Japon. Elle ne l'est pas non plus aux Etats-Unis, où elle a été pratiquement nourrie de la tendance à l'acquisition d'une deuxième voiture au cours de la dernière décennie. Seuls des pays comme l'Australie et le Canada pourraient prolonger une expansion plus rapide pendant quelques années encore, jusqu'à ce que la motorisation y atteigne un point de saturation comparable à celui des USA ou de l'Europe occidentale.

Quant aux pays semi-coloniaux comme le Mexique et le Brésil, entraînés à leur tour dans la vague de motorisation, la structure des revenus y est telle que l'achat d'une voiture privée est pratiquement limité aux classes moyennes et à une très mince couche d'aristocratie ouvrière. Le point de saturation y est donc atteint beaucoup plus tôt que dans les pays impérialistes.

Les Etats ouvriers bureaucratisés se sont lancés à leur tour dans une phase de motorisation accélérée. Mais ces pays ne constituent point un marché addi-

tionnel pour l'industrie automobile des pays impérialistes. Leurs gouvernements empêchent pratiquement l'importation de voitures privées, sauf dans des proportions minimales. S'ils construisent ou étendent leur propre industrie automobile en collaboration avec des trusts capitalistes, c'est surtout le secteur de construction de machines pour l'industrie automobile qui gagne de ce fait des débouchés supplémentaires, et non l'industrie automobile elle-même.

A la saturation du marché pour des raisons de pouvoir d'achat s'ajoutent par ailleurs des phénomènes de saturation dus à des causes physiques. Ni la construction des autoroutes, ni surtout les possibilités de circulation et de parking dans les villes des pays impérialistes, ne se sont développées au cours des vingt dernières années au même rythme que le parc automobile et que la production de voitures privées et de camions. Il en résulte des difficultés croissantes pour circuler en voiture, et une chute rapide de "l'utilité" de la voiture privée.

Circuler en automobile privée aux heures de pointe dans des villes comme New York, Londres, Paris ou Tokyo est devenu pratiquement impossible. Les sorties des grandes villes aux heures de départ de week-end, pendant la belle saison, voire lors de la ruée annuelle vers les vacances, deviennent de plus en plus encombrées. De ce point de vue, et indépendamment des effets conjoncturels de la "crise du pétrole" ou de la récession en cours, une modification de la demande est en cours dans le domaine des transports, qui tend à revaloriser le rail et les transports en commun, aux dépens de la voiture privée.

La crise et la concurrence internationale

La crise dans l'industrie automobile a accentué la concurrence internationale. Au fur et à mesure que les ventes sur la plupart des marchés intérieurs des grands pays impérialistes diminuent, les trusts "nationaux" de ces pays ont cherché à accroître leurs exportations afin de résorber ce choc. Il est trop tôt pour établir un bilan des effets de cette concurrence accentuée. Jusqu'ici, les tendances suivantes semblent se dessiner :

- sur le marché intérieur des USA, l'importation de voitures européennes et japonaises diminue pratiquement dans la même proportion que la vente totale des voitures. Les concurrents étrangers ne réussissent donc plus à accroître leur part du marché nord-américain, notamment du fait de la production massive des petites voitures américaines, et comme résultat de la réévaluation du DM. Le Pinto produit par Ford est devenu meilleur marché que la Volkswagen aux USA.
- d'une manière générale, l'industrie automobile allemande, qui occupe la première place comme exportatrice à l'échelle mondiale, semble la plus frappée (surtout en fonction du renchérissement de ses prix à l'exportation). Les exportations de voitures allemandes pour la période janvier-avril 1974 se situent à 7,6 % en-dessous de celles de la période équivalente de 1973. Mais la part des exportations dans la production courante a néanmoins encore augmenté de 58,2 à 65,3 %, parce que les ventes sur le marché intérieur ont diminué plus fortement que les exportations.
- Le Japon est en train de talonner de près l'Allemagne occidentale comme premier pays exportateur d'automobiles. Il pourrait peut-être même la dépasser dès cette année. En 1973, l'Allemagne occidentale avait exporté 2,35 millions de voitures

et camions, contre 2,1 millions pour le Japon, 1,6 million pour la France, 1,15 million pour le Canada, 750.000 pour la Grande-Bretagne et 705.000 pour l'Italie. En 1974, les exportations allemandes fléchissent alors que les exportations japonaises augmentèrent de 20 % pendant le premier trimestre.

L'industrie française et l'industrie italienne ont réalisé au début de 1974 des gains d'exportation modestes, dus surtout aux effets des dévaluations de fait de leurs monnaies par rapport à celles d'une série d'autres pays capitalistes d'Europe, et par rapport au dollar. Il n'est pourtant pas certain que les firmes italiennes et françaises pourront maintenir ces gains, si la récession se précise dans la plupart des pays où elle a commencé.

Production et bénéfices réduits combinés avec une concurrence accentuée, cela menace l'existence même des firmes les moins rentables. Jusqu'ici, ce sont surtout B. M. W., Citroën, Chrysler (y compris sa succursale française Simca) et British Leyland qui semblent menacés.

Chrysler, qui avait déjà frôlé la faillite lors de la récession précédente aux Etats-Unis, travaille pratiquement à pertes et rencontre des difficultés croissantes pour obtenir des crédits. Citroën n'a été sauvé du désastre que par la fusion avec Peugeot. Le sort de B. M. W. et du trust automobile financièrement le plus faible au Japon sera sans doute réglé de même par une fusion à l'échelle nationale.

C'est la situation de la British Leyland qui est la plus dramatique, reflétant de manière saisissante le déclin global de l'impérialisme britannique dans l'économie capitaliste internationale. La British Leyland est elle-même le résultat d'une fusion de toutes les firmes de l'industrie automobile encore dans les mains de capitalistes britanniques. Si elle devait fusionner dans les conditions présentes, cette fusion ne serait possible qu'avec une firme étrangère. Elle serait dès lors absorbée de fait par l'un de ses concurrents étrangers.

Comme l'impérialisme britannique ne peut tolérer pareille éventualité, il est plus probable que l'Etat viendra en aide à la British Leyland soit sous la forme de subventions massives, soit sous forme d'une prise de participation minoritaire de l'Etat, soit sous la forme d'une nationalisation partielle avec maintien d'actionnaires privés minoritaires.

La durée et l'ampleur de la récession détermineront si d'autres trusts de l'automobile tombent à leur tour en-dessous du seuil de rentabilité, et si des mouvements supplémentaires de concentration, y compris de concentration internationale, s'esquissent.

Les méfaits écologiques de la croissance

Le fait que le fameux "Club de Rome", qui popularisa le rapport Meadows sur les "limites de la croissance", soit en bonne partie une émanation des trusts de l'automobile (notamment de Fiat et de Volkswagen), acquiert, dans ces conditions, une signification symbolique. Ce n'est évidemment pas par hasard que des capitalistes découvrent les méfaits écologiques de la croissance de "leur" secteur, au moment où cette croissance touche à sa fin.

Personne ne contestera que ces méfaits soient réels. L'empoisonnement de l'atmosphère des grandes villes par les émanations des voitures ; le bilan

très lourd des accidents de la route ; les gaspillages énormes qu'entraînent les embouteillages dans les villes : ce n'est là qu'une partie du bilan négatif très lourd que l'humanité paye pour ladite "civilisation de l'automobile".

Cependant, il faut se garder de la réaction facile et mécanique qui consiste à condamner l'automobile en tant que telle, et à prédire sa disparition prochaine. Cette réaction est tout aussi insensée que l'optimisme de commande des porte-parole de l'industrie automobile, tels le chef de General Motors, qui prévoit un nouveau "boom sans précédent de l'automobile" pour la 2ème moitié des années '70.

Les deux réactions ont ceci de commun qu'elles se contentent d'extrapoler des tendances d'évolution en cours, et qu'elles restent insensibles aux possibilités - disons même à l'inéluctabilité - de changements brusques et qualitatifs.

En tant que moyen de transport quotidien, la voiture individuelle est manifestement irrationnelle. Cette irrationalité en est d'abord une concernant la propriété privée. Il est clair que le même nombre de personnes pourrait être transporté chaque jour par 2, 3 ou 4 fois moins de voitures individuelles, sinon par dix ou vingt fois moins d'autobus ou de minibus, dès lors qu'un système de transport routier rationnel serait organisé. Les gains en temps, en coûts, en santé physique et nerveuse, en taux de pollution abaissée, pourraient être considérables.

Il n'est d'ailleurs pas démontré que les utilisateurs subiraient en échange des pertes en confort ou en commodité. Il est parfaitement possible de concevoir un système d'autobus, de minibus et de taxis très flexible, transportant le même nombre de personnes qui utilisent aujourd'hui la voiture privée pour les déplacements quotidiens, dans des conditions maximum de commodité.

Les urbanistes et experts en matière de planification des transports, sont pratiquement unanimes à préconiser cette solution. Si elle n'est pas appliquée sur grande échelle, voire de manière universelle, dans les pays les plus riches, ce n'est pas parce qu'elle coûterait trop cher ou parce qu'elle répugne aux consommateurs. C'est parce qu'en régime capitaliste, des intérêts trop puissants au sein de la bourgeoisie s'opposent à cette reconversion. Toute la logique de la société bourgeoise favorise d'ailleurs toujours de nouvelles solutions axées sur la propriété privée et sur la vente de marchandises plutôt que des solutions axées sur la satisfaction des besoins et sur des services publics, même si les dernières sont, du point de vue de la société dans son ensemble, et même du point de vue de la grande majorité des individus, plus rationnelles et moins coûteuses.

En tant que moyen de transport mû par le moteur à explosion, l'automobile n'est certainement pas la solution technologiquement la plus réussie pour les déplacements à court et à moyenne distance. Elle ne fut pas non plus la seule possible. Si elle a été généralisée pendant plus d'un demi-siècle, cela n'est pas dû à une quelconque "contrainte technologique", mais à des choix faits par des groupes capitalistes à des moments déterminés, en fonction de leurs intérêts particuliers, de leurs poids respectifs et du degré de contrôle qu'ils avaient sur le marché et sur les connaissances scientifiques (c'est-à-dire quelquefois en fonction de leur ignorance).

D'autres voitures sont concevables, mues par d'autres sources d'énergie, avant tout la voiture électrique qui réduirait de manière radicale les dégâts que

le moteur à explosion a causé à l'environnement. La "crise du pétrole" a certainement eu comme résultat positif de stimuler puissamment la recherche, l'expérimentation et sans doute aussi la production de la voiture électrique. Ce n'est plus qu'une question de temps pour que la production en série de cette voiture soit entamée sur grande échelle et qu'elle devienne concurrentielle par rapport à la voiture mue par le moteur à explosion, même en régime capitaliste.

Le capitalisme est condamné à mort. La production pour le profit n'a pas d'avenir. Quant à l'automobile, son rôle est loin d'être terminé, même si elle ne retrouve plus jamais la place d'idole que le Grand

Capital a voulu lui donner au cours des décennies passées.

Elle conservera une position de choix dans un système de transport socialiste, vu la souplesse majeure dont elle fait preuve par rapport au rail. Elle la conservera grâce à une révolution sociale, une révolution technologique et une révolution culturelle qui rendront possible son utilisation rationnelle, libérée des chaînes de la propriété privée et du profit.

5 juillet 1974

E. MANDFL

INDE

LA GREVE DU RAIL

La grève nationale des cheminots indiens, qui avait commencé le 8 mai 1974, a été officiellement arrêtée par le Comité d'Action du Comité National de Coordination de la lutte des Cheminots (NCCRS) le 28 mai. Les cheminots indiens ont subi une grave défaite après une lutte longue et dure. Celle-ci a été brisée par l'emploi de la terreur policière et militaire ouverte contre les grévistes, et par l'incapacité des dirigeants de la grève d'y répondre de façon adéquate.

"Au cours d'un peu plus de deux semaines", écrit l'hebdomadaire de Bombay Economic and Political Weekly dans son n° du 18 mai 1974, "plus de 20.000 personnes ont été arrêtées, la plupart d'entre elles sur la base de la D.I.R. et de la M.I.S.A. (D.I.R. = Loi sur la Défense de l'Inde, M.I.S.A. = Loi sur la Sauvegarde de la Sécurité Interne). Ces deux lois permettent l'arrestation et le maintien en prison, sans procès, de personnes soupçonnées d'activités "subversives" - INPRECOR). Des cheminots ont été jetés en prison du fait du simple "crime" de ne pas se présenter au travail. D'autres ont été arrêtés simplement parce qu'ils étaient présents à des réunions d'appui à la grève. Un appui plus actif à la grève a évidemment été considéré comme un crime grave. La police et des forces paramilitaires comme la Border Security Force (Force de Sécurité des Frontières - INPRECOR) et la Central Reserve Police (Police Centrale de Réserve - INPRECOR) ont systématiquement terrorisé les cheminots. Des maisons ouvrières ont été perquisitionnées en pleine nuit par des policiers armés. Ceux-ci offrirent aux cheminots le 'choix', sous la menace des armes, de se présenter immédiatement au travail ou d'être arrêtés sur le champ. Un grand nombre de cheminots furent ainsi forcés de se cacher, ce qui a retourné la colère du gouvernement contre leurs familles, surtout celles qui vivent dans des cités des chemins de fer".

Les cités des chemins de fer sont des corons habités exclusivement par des cheminots et leurs familles ; les logements y appartiennent légalement à la société des chemins de fer de l'Etat. Ces cités se sont transformées en "villes désertes en temps de guerre" s'il faut croire une description faite par trois députés du parlement indien. Dans tout le pays, l'électricité et l'eau y furent coupées. Les familles des grévistes furent expulsées de leurs logements.

La Hindustan Times rapporta dans son n° du 17 mai que "les autorités des chemins de fer ont distribué des notices d'expulsion à 353 logements du personnel dans diverses cités. On donna aux ménages 12 heures pour évacuer leurs logements ou être expulsés par la police... Des voisins des familles expulsées affirmèrent que la police ne leur laissa même pas le temps d'emporter leurs biens... Les familles éjectées ont disparu vers des endroits inconnus, comme les voisins ou d'autres habitants des cités étaient trop effrayés pour leur fournir un refuge temporaire dans leurs logements".

Après avoir visité la cité des cheminots de Tughlakabad, les trois députés du parlement indien rapportèrent que "l'ensemble de la population mâle de la cité se trouve en exil volontaire, par suite des tentatives de la police de les pourchasser et de les emmener sous la menace de batonnets vers leurs lieux de travail". Un des dirigeants des cheminots arrêtés fut notre camarade G. J. Nair, président (convenor) du comité de coordination de la lutte des cheminots NCCRS de la ville de Bombay.

Le NCCRS fut une coalition de syndicats incluant la Fédération Pan-Indienne des Cheminots, dirigée par le Parti Socialiste ; la fédération des cheminots affiliée à la confédération syndicale AITUC, dirigée par le parti communiste ; et le syndicat des cheminots affilié à la confédération syndicale CITJ, dirigée par le Parti Communiste (marxiste), le principal parti centriste de l'Inde. Cette coalition fut constituée autour de six revendications exprimant le mécontentement de 1,7 million de cheminots indiens. Les revendications principales portèrent sur l'alignement des salaires des cheminots sur ceux des autres travailleurs du secteur public et sur le paiement d'une prime de treizième mois, de nouveau conformément aux acquis d'autres secteurs des services publics, comme les salariés de la compagnie d'assurances nationalisée et ceux d'Air India, la ligne d'aviation nationalisée.

Mais les détails précis des revendications des cheminots sont moins importants que le fait que les cheminots, de même que tous les autres travailleurs sont durement frappés par l'inflation galopante. Leur pouvoir d'achat se dégrade et leur niveau de vie se détériore constamment. En outre, leurs conditions de travail sont épouvantables. Ils n'ont par exemple

pas droit au paiement des heures supplémentaires s'ils ne fournissent pas au moins 116 heures de travail par quinzaine (58 heures de travail par semaine !).

Ce n'est donc pas étonnant que la grande majorité de la population ait appuyé la cause des cheminots. Une enquête effectuée par des étudiants de l'Université de Bombay a révélé que plus que 70 % des personnes interrogées appuyèrent la grève. La brutalité de la police et l'attitude arrogante du gouvernement, qui jeta en prison les dirigeants syndicaux des cheminots, furent condamnées par l'opinion publique. Mais malgré cet appui de masse fort large, les cheminots ont été battus. Était-ce inévitable ? Quelles leçons peut-on tirer de cette défaite ?

Il est clair que la combativité des cheminots, l'appui et la sympathie des masses, et l'importance stratégique des chemins de fer pour l'économie nationale, créèrent des conditions favorables à une lutte victorieuse. La grève n'était donc nullement condamnée d'avance à la défaite. Avec une direction résolue et une préparation adéquate, les cheminots auraient pu battre le gouvernement indien. Le fait est que les cheminots ont été battus à cause d'une direction hésitante, faible, politiquement opportuniste et divisée.

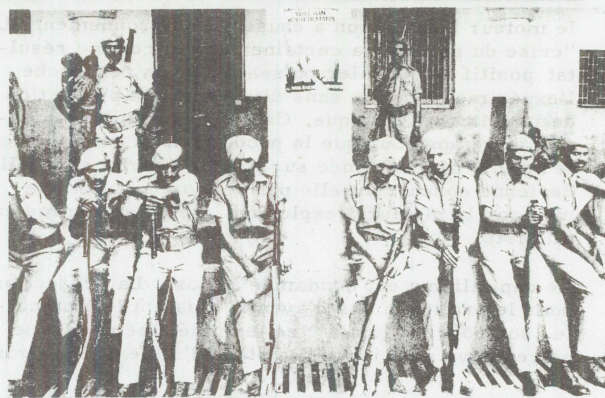
Le gouvernement du Parti du Congrès dirigé par Mme Indira Gandhi précisa dès le début de la lutte qu'il n'était pas prêt à faire la moindre concession aux cheminots. La classe dominante indienne avait décidé d'accepter l'épreuve de force avec les cheminots et de leur infliger une défaite décisive. Une victoire aurait en effet ouvert une nouvelle phase de la lutte de classe, qui connaît une certaine acalmie depuis la "pacification" de la grève au Bengale occidental. Elle aurait encouragé d'autres secteurs de la classe ouvrière à améliorer, eux aussi, leurs conditions de vie.

La "socialiste" Indira Gandhi manifesta rapidement qu'elle comprenait l'enjeu de la bataille. Le 2 mai 1974, avant même que la grève ne fut déclenchée, et alors que les négociations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement étaient encore en cours, 300 militants syndicalistes, dont plusieurs membres du NCCRS, furent arrêtés !

Ainsi, avant même que le travail ne soit arrêté, un nombre élevé de dirigeants nationaux et locaux des cheminots étaient en prison. Cela aurait dû démontrer aux dirigeants ouvriers que la classe dominante avait opté en faveur d'une épreuve de force globale et qu'il fallait mobiliser et organiser l'ensemble de la classe ouvrière et ses alliés en vue de faire front à ce défi. Mais les dirigeants du PC et du PC(m) soit ne comprirent pas cette réalité, soit préférèrent l'ignorer délibérément.

Le scénario, qui avait commencé avec les négociations entre les dirigeants des syndicats des cheminots et les fonctionnaires du ministère des chemins de fer, s'effondra. Le NCCRS décida d'un préavis de quinze jours pour une grève générale de durée indéterminée des chemins de fer, commençant le 8 mai. Mais cette décision fut prise sans préparatifs adéquats des cheminots à la base, sans même parler de préparatifs au sein d'autres couches de la classe ouvrière.

Georges Fernandes et d'autres dirigeants du Parti Socialiste prononcèrent, il est vrai, des paroles véhémentes. Mais à part ces efforts rhétoriques, ils ne prirent aucune disposition politique ou matérielle pour se préparer à une grève prolongée. Cela aurait exigé la participation la plus large des cheminots à la direction de la grève, la constitution de co-



TROUPES INDIENNES

mités de lutte représentant toutes les couches de la classe ouvrière, l'adoption de mesures adéquates pour faire face à la violence policière et aux mesures d'intimidation de la part des autorités. Il aurait fallu préparer de même une direction de rechange, qui aurait pu poursuivre la lutte dans des conditions de clandestinité, après l'arrestation de la première série de dirigeants syndicaux. Rien de tout cela ne fut fait.

La réponse de la masse des cheminots à l'appel à la grève fut pourtant presque unanime. La machine de mensonges du gouvernement affirma à la radio et à la télévision que les chemins de fer fonctionnaient "normalement". Mais la presse bourgeoise elle-même dut admettre que la grève avait paralysé les chemins de fer et, avec eux, une bonne partie de l'économie nationale (1). D'autres travailleurs ont spontanément abandonné leur travail en solidarité avec les cheminots. A la troisième journée de grève, le sentiment en faveur d'une grève générale était en train de monter.

Entretiens, Fernandes et d'autres dirigeants du comité d'action, qui avaient été arrêtés, lancèrent de leurs cellules des appels en faveur d'un règlement négocié (2). Ils continuèrent à espérer que Mme Gandhi agirait "avec décence", et ferait quelques concessions. Les dirigeants du PC et du PC(m) ne se comportèrent pas mieux. Ils se contentèrent d'envoyer leurs députés auprès de Mme Gandhi pour plaider la cause des cheminots (3). Après que le gouvernement eût éliminé toute équivoque quant à son attitude à l'égard de la grève, et après trois jours d'arrêt des chemins de fer, Niren Ghosh du PC(m) pria le gouvernement de ne pas adopter une attitude "opposée à tout compromis", et l'assura que la grève n'avait que "des objectifs économiques purs et simples" (4).

Il est vrai que les dirigeants du PC et du PC(m) ba-parlèrent de la nécessité d'une grève générale pour appuyer les cheminots. Mais ce n'étaient que des mots. Si le PC par exemple avait réellement pris au sérieux ces bavardages sur la grève générale, il aurait pu commencer par mettre les ressources et l'administration de l'Etat de Kerala, dont le gouvernement est présidé par Achuta Menon, membre du PC, à la disposition de la grève. Il n'en fit rien, évidemment.

En réalité, le P.C. fut embarrassé par la grève et chercha énergiquement des moyens pour s'en dissocier. Lorsque le gouvernement du parti du Congrès refusa de faire le minimum de concessions qui auraient permis au PC de retirer son épingle du jeu, la direction du PC commença néanmoins à reculer. Dès le 15 mai, elle affirma qu'il était préférable d'arrêter la grève.

Les efforts des dirigeants du PC (m) en vue de trouver une "formule de paix" n'étaient pas meilleurs. Le 20 mai, la grève commença déjà à s'effriter. La politique opportuniste du PC et du PC(m) avait conduit la grève à la défaite.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le PC ne put pas rassembler toutes ses forces derrière les cheminots. Il reste prisonnier de son orientation stratégique fondamentale, qui voit dans le régime de Mme Gandhi une force ayant opté pour une "voie de développement non-capitaliste", voire socialiste, en tout cas une force "anti-impérialiste" et "anti-monopoliste" qu'il faut appuyer et avec laquelle il faut constituer une coalition. Toute la démagogie "socialiste" astucieuse de ce politicien bourgeois a été avalisée et appuyée par le PC. Aujourd'hui encore, il ne veut pas admettre qu'il s'est fondamentalement trompé ou même qu'il faut changer de stratégie. Lorsque le dirigeant socialiste Madhu Himaye appela le PC à se retirer des gouvernements de coalition dans les Etats d'Uttar Pradesh et de Kerala, où il partage le gouvernement avec les briseurs de la grève des cheminots, le chef du PC, Dange, répondit que c'était une provocation de la part du PS (5).

Quant au PC(m), il affirme être un parti "révolutionnaire". Pourquoi n'a-t-il donc pas sa mobiliser toutes ses forces à l'appui des cheminots ? Peut-être parce qu'il subordonna les intérêts des cheminots dans leur ensemble - parmi lesquels le Parti Socialiste était la force prédominante - aux intérêts sectaires de sa propre fédération syndicale ? Ou fut-ce plutôt le crétinisme parlementaire du PC(m) qui le rendit incapable de préparer même ses propres forces à une lutte extraparlémentaire ?

Il faut aussi mentionner que la grève des cheminots a dévoilé la banqueroute des divers courants maoïstes

qui continuent à défendre leurs schémas dogmatiques concernant la lutte qui doit se développer "de la campagne vers la ville". Aucun marxiste révolutionnaire ne sousestime l'importance des salariés agricoles, des habitants pauvres à la campagne, et de la paysannerie pauvre, dans la plupart des pays semi-coloniaux et coloniaux. Et aucun marxiste révolutionnaire sérieux n'affirmera que la lutte doit toujours commencer nécessairement dans les villes. Mais abandonner complètement l'activité parmi les travailleurs des villes, et laisser leurs organisations aux mains des réformistes, c'est tout aussi impensable. Et c'est exactement ce qu'ont fait les "naxalites". Le résultat en est que les travailleurs des villes restent sous le contrôle des réformistes.

Le mouvement révolutionnaire international doit défendre les victimes de la répression de la grève des cheminots indiens. Cette défense doit être combinée avec un effort pour construire le noyau d'un parti révolutionnaire, capable de remettre en question le contrôle sur le mouvement ouvrier des directions réformistes, qui ont conduit les cheminots à la défaite.

Upali Cooray

Notes

- (1) Voir Bombay Free Press du 9 mai 1974 et Times of India du 9 mai 1974 : "Grève totale dans la ville".
- (2) Times of India du 9 mai 1974 : "Fernandes prêt à négocier même en prison".
- (3) Economic Times du 11 mai 1974 : "Vieux dirigeants anxieux de terminer la grève des cheminots".
- (4) Ibidem
- (5) Indian Express du 25 mai 1974

BELGIQUE

grève exemplaire dans la verrerie

La grève des travailleurs du verre plat, qui a entraîné à partir du 8 mai et dans un même combat plus de 4000 travailleurs des secteurs verre-à-vitre, glacerie et miroiterie de la région de Charleroi et du Centre (Houdeng), et qui fut rejointe à partir du lundi 13 mai par les verriers (et à ce moment, l'ensemble du secteur verre-à-vitre) de Mol et de Zeebrugge en Flandre, s'est terminée le 27 mai, à Charleroi et à Zeebrugge, à la suite d'un referendum donnant (pour la région de Charleroi et du Centre) 63,7 % de votants pour la reprise du travail.

Cette grève est, à coup sûr, une des plus importantes des 10 dernières années en Belgique, même si la presse, la radio, la T. V. et les organisations ouvrières traditionnelles ne lui ont pas donné l'écho qu'elle méritait. C'est la première fois que le secteur verrier connaît une grève d'une telle ampleur, grève régionale simultanément dans trois sous-secteurs

verriers, grève nationale dans le verre-à-vitre, entraînant plus de 6000 travailleurs dans la lutte.

De ce conflit se dégagent deux autres constatations essentielles qui ne manqueront pas d'avoir des conséquences importantes pour les prochains combats :

- en imposant la REINTEGRATION IMMEDIATE ET SANS CONDITIONS d'un militant syndical de Multi-pane (petite entreprise de la région de Charleroi dépendant du trust Glaverbel), les verriers de Charleroi ont prouvé qu'il était possible de barrer la route aux sociétés multinationales, en l'occurrence Glaverbel-Mecaniver (filiale du Groupe français B.S.N.), dans leurs attaques continuelles contre les LIBERTES SYNDICALES.
- Pour la première fois depuis 1932 (grève des mineurs), les verriers de Charleroi ont créé dans

chaque entreprise des comités de grève et les ont fédérés dans un comité régional de grève. Ces méthodes de lutte, avec lesquelles la classe ouvrière européenne renoue depuis quelques années, furent à la base des deux victoires des travailleurs du verre : la réintégration du militant syndical et les concessions du patronat sur le cahier de revendications.

1. Un terrain préparé

La grève de mai 74 avec, dans la région de Charleroi, la constitution de comités de grève dans pratiquement toutes les verreries en grève, l'occupation de la moitié d'entre elles, l'élection d'un comité régional de grève, ne sont pas le fruit du hasard, ou des résultats de la spontanéité de la masse des travailleurs, même si cette spontanéité fut surprenante en initiative et combativité.

Cette action exemplaire, qui suscite de plus en plus d'intérêt chez les travailleurs d'avant-garde, est principalement le fruit d'un travail lent et persévérant, entrepris depuis une dizaine d'années, par une poignée de syndicalistes d'avant-garde de Glaverbel, et en particulier à Glaverbel-Gilly (près de Charleroi). Ces militants se regroupèrent, dès le point de départ, autour d'un bulletin "La Nouvelle Défense", vendu régulièrement dans plusieurs verreries, et développant la ligne du SYNDICALISME DE COMBAT par la mise en avant de mots d'ordre clairs et efficaces, face à chaque problème se posant aux travailleurs du secteur verrier.

La grève de mai 74 est l'aboutissement de ce travail en profondeur mené par les camarades de la "Nouvelle Défense", travail qui a porté sur les AXES suivants :

- Le contrôle ouvrier contre l'arbitraire patronal :

Parce qu'il oppose aux impératifs de la rentabilité et du profit les intérêts des travailleurs, le contrôle ouvrier ne s'obtient pas dans les textes mais s'achève dans l'action directe et organisée. Il s'exerce dans les luttes concrètes en partant des préoccupations immédiates des travailleurs. Son application ne sera effective que dans la mesure où les travailleurs seront directement concernés et organisés, et cela dans l'entreprise en premier lieu.

Cette DYNAMIQUE du contrôle ouvrier, les militants de la "Nouvelle Défense" et les travailleurs de Glaverbel-Gilly l'ont bien saisie. Ils l'ont mise en pratique dans la défense de l'EMPLOI en particulier, en montrant que cette bataille passe inévitablement par le contrôle ouvrier : vérification de la comptabilité et des bilans non seulement sur la base de chiffres mais sur les lieux-mêmes de travail (par ex., l'établissement par "la Nouvelle Défense" d'un plan concret de travail pour contrôler la production, les stocks...), le contrôle sur les cadences (par ex. ralentissement des cadences à Glaverbel-Gilly pour s'opposer à la tentative patronale de "rationalisation" du personnel), contrôle sur les heures supplémentaires, sur l'embauche et les départs... En apprenant dans la pratique à remettre en question le pouvoir des patrons, les verriers ont testé leur capacité de PRENDRE EUX-MEMES EN CHARGE LEURS PROPRES INTERETS.

- La liberté d'action syndicale contre l'intégration dans le système :

Avec la main-mise de BSN sur Glaverbel, les menaces sur l'emploi se sont accentuées. Dès mars 1971,

les verriers de la région de Charleroi, de la Basse-Sambre (Moustier) etc... ont organisé la riposte en créant un Comité de Coordination des Verriers pour la Défense de l'Emploi.

En octobre 72, les verriers de Charleroi refusaient la proposition venant du sommet syndical de la création d'un ORGANE DE CONCERTATION dans l'Industrie du Verre.

Les travailleurs de Glaverbel-Gilly se sont, de même, systématiquement opposés à toute limitation du droit de grève et des libertés syndicales : déclenchement des grèves sans remise de préavis ; assemblées générales dans l'entreprise chaque fois qu'il y a nécessité ; lutte contre les licenciements...

La grève de février 1973 à Glaverbel-Gilly : une réputation générale :

Cette grève d'une semaine avec occupation, élection d'un comité de grève, maintien de la production mais avec ralentissement des cadences et fabrication de verre dans des dimensions hors standard et invendable par le patron, prouvait une chose DÉTERMINANTE pour les prochaines grèves dans le secteur verrier : IL ETAIT POSSIBLE DE FAIRE GREVE EN VERRERIE EN ELIMINANT LE CHANTAGE PATRONAL CLASSIQUE SUR L'OUTIL (fermeture durant des mois, chômage...), à condition d'occuper l'usine et de s'organiser avec le maximum d'efficacité, surtout à travers la création d'un comité de grève.

- L'extension de la "Nouvelle Défense" :

Dès l'année 1970, et surtout après les deux luttes spectaculaires (la mise sur pied de la nouvelle délégation et la grève de février 73), les militants de la "Nouvelle Défense" de Glaverbel-Gilly comprirent le danger de l'ISOLEMENT et surtout, de ce fait, la possibilité pour le patronat verrier de briser les reins aux militants les plus combattifs et connus comme tels. L'appareil syndical, de plus en plus sur ses gardes et sur la défensive, ne manquerait pas de profiter également de la fragilité relative de ce "fer de lance" local pour le freiner, voire le briser.

Aussi, la nouvelle délégation syndicale de Gilly et le noyau de la "Nouvelle Défense" s'atellèrent immédiatement au travail d'élargissement des bases de ce regroupement de syndicalistes de combat, tant sur l'extension de la diffusion du journal que dans la constitution de nouveaux groupes "N. D." C'est ce travail en profondeur qui explique, en grande partie, le caractère exemplaire de la grève de mai 74.

- La préparation immédiate de la grève devait être un jalon supplémentaire dans la réussite du combat verrier

L'ensemble des délégués verriers de la région de Charleroi se réunirent à plusieurs reprises pour préparer la bataille et adopter le principe des comités de grève et leur fédération dans un comité régional.

Pour la première fois dans l'industrie du verre, une réunion nationale commune des délégués FGVB (Fédération Générale du Travail de Belgique, syndicat social-démocrate) et CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens) se tenait à Bruxelles pour discuter de l'organisation de la grève nationale (l'occupation, les comités de grève, la protection de l'outil, la coordination de la lutte...). Au cours de cette réu-

nion, André Henry, délégué principal de Glaverbel-Gilly et membre du Comité Central de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (section belge de la IVème Internationale) présenta l'expérience et les acquis de la grève de février 73 à Gilly (avec occupation et élection d'un comité de grève). C'est principalement sur la base de cet acquis que la grève régionale et nationale par la suite, a pu rapidement s'organiser et se renforcer.

2. Les lignes de force de la grève

La grève nationale de mai 74 qui a uni, dans un même combat, les verriers des régions de Charleroi, du Centre, de Flandre, a connu un développement inégal lié à une prise de conscience et une combativité encore inégales.

C'est dans la région de Charleroi, sous l'initiative de deux usines-pilotes, que la grève a connu un développement remarquable.

a) Les nouvelles méthodes de lutte :

Face aux concentrations, aux fusions capitalistes, face aux sociétés multinationales imposant aux gouvernements et aux directions syndicales leur volonté implacable, face à Glaverbel-Mécaniver, société multinationale s'attaquant aux libertés syndicales et aux droits acquis, l'avant-garde syndicale dans le secteur verrier de Charleroi a renoué avec des formes de luttes appropriées. La constitution de comités de grève dans les 11 verreries en grève de Charleroi (comités élus démocratiquement dans plusieurs usines sur base de 3 ou 4 travailleurs par secteur) et l'élection du comité régional de grève (sur base de 4 représentants élus dans chaque comité local), furent le "cœur" et le "ciment" de la grève, de son efficacité et de son unité. La coordination quotidienne entre les comités de grève locaux et le comité régional, les assemblées générales quotidiennes dans les entreprises, ont permis au MAXIMUM de travailleurs de participer activement à la lutte, de se sentir responsables, de renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier depuis sa naissance.

Ce fait indéniable peut être illustré par deux activités essentielles de la grève :

- l'organisation, le renforcement et l'extension de la lutte :

C'est la réunion quotidienne du comité régional de grève, combinée avec les réunions des comités locaux et les assemblées générales, qui a permis la diffusion d'une feuille d'information au nom du comité régional, l'envoi de délégations de grévistes dans les autres régions, l'organisation de la manifestation régionale, le renforcement des piquets de grève aux endroits "défaillants", la mise sur pied d'une commission pour la solidarité financière avec les grévistes de Multipane. Les décisions les plus importantes marquant un tournant dans la grève (le rejet de la première proposition patronale concernant la réintégration du militant syndical de Multipane -réintégration limitée à une quinzaine de jours avant sa mutation dans un autre siège-, la poursuite de la grève après le referendum du 15 mai, etc), furent prises en assemblée générale de tous les comités de grève d'usine.

La preuve est faite : c'est l'organisation démocratique de la lutte qui fut à la base de son renforcement et de son durcissement.

- l'OCCUPATION de 7 verreries sous la direction et



le contrôle permanent des comités de grève :

L'organisation de l'occupation a instauré une réelle DUALITE DE POUVOIR au sein de l'entreprise : le pouvoir ouvrier face au pouvoir patronal. Comme le souligne le numéro spécial de la "Nouvelle Défense" sur la grève : "...l'usine, ce sont nos bras et notre intelligence qui la font fonctionner... hé bien !, pendant la grève, c'est nous qui serons les maîtres et qui prendrons les décisions qui s'imposent, en fonction de nos INTERETS" !

L'occupation, avec le contrôle permanent sur la gestion et l'organisation du travail, sur la production, la protection de l'outil, fut la réponse la plus efficace au chantage patronal.

A la fin de la deuxième semaine de grève, la direction de Glaverbel-Mécaniver utilisait son arme favorite : le chantage à l'emploi, à la fermeture des fours, voire au sabotage de l'outil par le non-approvisionnement en matières premières et en énergie (cf. la lettre de la direction envoyée à tous les conseils d'entreprise).

Grâce à l'OCCUPATION sous la direction du comité de grève, la réponse des travailleurs ne s'est pas fait attendre. A Glaverbel-Gilly, le comité de grève a exercé immédiatement son contrôle sur les réserves. Ainsi a-t-il découvert des réserves de mazout cachées, constaté que les silos étaient bien chargés et qu'il n'y avait aucun problème pour une quinzaine de jours.

La direction patronale a utilisé d'autres stratagèmes profitant par ex. de l'absence temporaire de plusieurs délégués et membres du comité de grève pour faire pression sur une équipe travaillant au secteur "verre chaud". Pendant une demi-heure, ceux-ci allaient reproduire du verre aux dimensions standard (formats commercialisés).

Quand le comité de grève a constaté cette situation, il en a informé immédiatement les grévistes et décidé de casser purement et simplement cette partie de la production, fabriquée en dehors des règles élaborées par l'assemblée générale des grévistes (comme l'an dernier, à Glaverbel-Gilly, les grévistes du "verre chaud" dans les 3 usines productrices de verre ont fabriqué des feuilles de verre hors standard pour empêcher le patronat de les vendre directement pendant ou après la grève et l'obliger ainsi à utiliser de la main d'oeuvre pour le retenir).

A tous les esprits "petits-bourgeois" qui n'envisagent l'AUTOGESTION que dans les mains de technocrates, à tous les réformistes bon teint qui ne conçoivent "l'arrivée" au socialisme qu'à partir des strapontins parlementaires ou les fauteuils ministériels, les verriers de Charleroi viennent de donner une leçon et un exemple, limités sans doute, mais éclairants : C'EST DANS LES LUTTES QUE SE PREPARE LE SOCIALISME. C'EST L'ORGANISATION DEMOCRATIQUE DES GREVES, LES COMITES DE GREVE ELUS ET REVOCABLES, LES EXPERIENCES LIMITEES MAIS EXEMPLAIRES DE CONTROLE OUVRIER SUR LA GESTION ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL, QUI TRACENT LA VOIE DE L'AUTOGESTION SOCIALISTE.

Ce sont les nouvelles méthodes de lutte des travailleurs du verre, et en particulier ceux de la région de Charleroi, qui sont à la base de deux victoires et en même temps de deux leçons pour l'ensemble de la classe ouvrière.

b) Une victoire pour les libertés d'action syndicale :

La réintégration immédiate et sans condition du militant syndical de Multipane est une première grande victoire des verriers de Charleroi et du Centre.

A l'heure où le patronat, les sociétés multinationales, tentent de jeter une chape de plomb sur le mouvement syndical, à l'heure où les directions syndicales s'accommodent du corset de l'intégration dans le système, les travailleurs du verre montrent la voie dans le combat pour l'autonomie d'action du mouvement ouvrier.

Déjà en octobre 72, les verriers de Charleroi demandaient des comptes aux permanents nationaux du syndicat sur l'initiative prise au sommet de créer un organe de concertation dans l'industrie du verre. En février 73, les travailleurs de Glaverbel-Gilly imposaient, par une grève spontanée, la liberté d'action de la délégation syndicale dans le cadre des statuts syndicaux avec les usages locaux en vigueur.

Dans les assemblées régionales et nationales préparatoires à la nouvelle convention, les verriers de Charleroi avaient exigé la réduction des périodes de préavis, ainsi que la révision de la convention après 6 mois, en cas de forte hausse du coût de la vie.

L'affrontement avec le patronat verrier dans la grève de mai 74 a acculé celui-ci à dévoiler davantage son vrai visage. Dans une lettre à tous les conseils d'entreprises, la direction de Glaverbel a accusé les directions syndicales de ne pas avoir tenu leurs promesses dans la défense du dernier pré-accord avant la grève. Elle a même contesté le déroulement du référendum. Puis c'est toute la bourgeoisie qui a emboîté le pas. Dans "l'Echo de la Bourse", elle mit le doigt sur le fond de l'affaire : "on l'a dit à maintes reprises, les syndicats outrepassent leur mission ; si leur action s'indiquait au moment où il fallait défendre l'intérêt humain des travailleurs, ils vont trop loin en se laissant entraîner par les vues jusqu'au boutistes de leur aile extrémiste ; au train où cela va (et non seulement en Belgique d'ailleurs), il deviendra impossible d'investir... mais encore une fois, l'économie n'a rien de commun avec ces réactions épidémiques que les dirigeants syndicaux entretiennent, débordés qu'ils sont par les forces non représentatives de la population".

C'est dit sans détour : IL Y A INCOMPATIBILITE TOTALE ENTRE LE MAINTIEN D'UN SYSTEME EN CRISE ET LA LIBERTE D'ACTION SYNDICALE.

Le poids de cet arrière-fond sur la grève, à la suite de nombreux licenciements de militants et délégués syndicaux à Cockerill, Caterpillar et ailleurs, fait encore mieux saisir l'importance et l'ampleur de cette première victoire qu'est la réintégration sans condition du militant de Multipane, victoire pour le secteur verrier et tout le mouvement ouvrier.

c) Un recul important du patronat sur le cahier de revendications :

La grève des travailleurs du verre qui a démarré d'abord régionalement en SOLIDARITE avec les grévistes de Multipane pour la réintégration du militant syndical a porté nationalement sur le problème du renouvellement de la convention collective en verrerie.

Il est évident que le succès de la première manche avec la réintégration du militant de Multipane redoubla la confiance des travailleurs dans leurs PROGRES FORCES et renforça considérablement la lutte pour le cahier de revendications.

Les verriers exigeaient 8 frs d'augmentation pour tout le monde ; après les 3 frs 25 proposés au début du conflit, le patronat finit par lâcher 5 frs 75 le 1/5 et 2 frs le 1/9. Les grévistes exigeaient 10 frs pour les bas salaires ; ils en obtinrent presque 12 (de 88 frs 43, ils passent à 100 Frs/h à partir du 1/5). Glaverbel accorde également 19.500 frs de prime de fin d'année (au lieu de 14.000 frs lors de la convention précédente). De plus, après 10 ans d'ancienneté et 62 ans d'âge (57 ans pour les femmes), les verriers pourront bénéficier à leur simple demande du Système de cessation prématurée de travail... etc... Il y a bien sûr des points noirs tels que l'obtention des 40 H seulement au 1/1/75. La clause de révision de la convention (convention qui est déjà ramenée de 14 à 12 mois) après 6 mois en cas de forte hausse du coût de la vie - une des manières de mener la lutte contre la vie chère -, n'a pas été obtenue noir sur blanc mais les travailleurs du verre ne l'abandonnent pas pour l'automne !.

3. Les organisations ouvrières et la grève

- Après 13 ans de participation gouvernementale quasi ininterrompue, la social-démocratie belge entre aujourd'hui dans une "cure d'opposition" que certains souhaitent la plus courte possible. Depuis quelques années, le Parti socialiste belge était passé résolument d'un 'réformisme contestataire' à un réformisme 'gestionnaire'. Mais ses acrobaties, ses marges de manoeuvres de plus en plus étroites dans le cadre de l'approfondissement de la crise du Système capitaliste et de la remontée des luttes ouvrières, l'éloignaient de plus en plus de la classe ouvrière et même de la FGTB, syndicat socialiste qui prenait progressivement ses distances.

Le passage du PSB dans l'opposition, opposition toutefois parlementariste et réformiste, ouvre, indépendamment de la volonté des dirigeants, des possibilités et une dynamique nouvelle à l'intérieur des organisations traditionnelles (Mouvement Ouvrier Chrétien-MOC-, PSB, FGTB, CSC).

Devant la poussée extraordinaire de la base et surtout la structuration et la coordination des travailleurs verriers d'avant-garde, la bureaucratie syndicale a dû faire preuve de beaucoup de souplesse. Certes, elle a essayé, lors des tournants décisifs,

de renforcer son poids dans la grève ; mais, sous peine d'être complètement discréditée par une couche très large de travailleurs, elle a "collé" au mouvement et même "gauchi" son langage pour s'insérer à fond dans le comité régional de grève. Inutile d'aller à contre-courant d'une puissante vague de fond et compromettre sa place à moyen terme !!!

Le PSB a marqué sa solidarité avec la grève, par l'intermédiaire de sa cellule d'entreprise, cellule qui se relève de sa longue léthargie et s'inquiète probablement de l'impact du courant marxiste-révolutionnaire dans le secteur verrier.

Le parti communiste, qui a un poids important dans plusieurs délégations syndicales de la région de Charleroi en particulier, mais qui représente peu face à la social-démocratie, vise avec obstination le rapprochement avec cette dernière. Sa stratégie du "grand rassemblement des progressistes" le pousse à coller systématiquement au Parti Socialiste, quitte à faire concessions sur concessions, à freiner les mobilisations, à déplacer la lutte du terrain des usines et de la rue sur le terrain électoral et parlementaire.

Le parti communiste a, bien sûr, soutenu la grève des verriers. Il a salué "la remarquable victoire des ouvriers verriers, due à leur combativité, à leur cohésion, à leur esprit de discipline et à la clairvoyance et au sens des responsabilités de leurs représentants syndicaux", en ajoutant toutefois que "les tentatives de division et les attaques anti-syndicales des gauchistes" n'avaient pas eu de prise sur les travailleurs...

Mais le PC a à peine parlé des formes nouvelles de lutte (comités de grève dans les verreries, comité régional de grève). Ce n'est pas par hasard ou par oubli qu'il s'est bien gardé de mettre l'accent sur la PRISE EN CHARGE DE LA LUTTE PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES à travers des méthodes qui renouent avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier international et qui sont des points de référence obligés dans la lutte pour le SOCIALISME.

Même "La Cité", quotidien du Mouvement Ouvrier Chrétien, titrait le 10 mai : "La grève des verreries du Pays Noir, les raisons et la tactique d'action marquent une étape vers la prise de pouvoir par les travailleurs" !

- Le groupe maoïste UCmlB (Union des Communistes-marxistes-léninistes de Belgique) n'est pas intervenu dans la grève des verriers de Charleroi ; il s'est contenté d'en tirer ses "propres leçons" dans son journal "Unité Rouge". Néanmoins, sa pratique à Caterpillar, en grève également au mois de mai, et son intervention sur Glaverbel-Gilly pour expliquer comment AMADA groupe mao-stalinien en Flandre, "dirigeait" la grève de Glaverbel-Mol (entreprise de Glaverbel ayant refusé le dernier référendum et continuant la grève) confirme son attitude sectaire et triomphaliste.

UCmlB dirige, les masses suivent et toutes les autres organisations ouvrières sont obligatoirement "trafistes" et "réformistes". En fait, de par sa pratique sectaire d'une minorité agissante, ce groupe, qui, par ailleurs, est très combatif, a la même attitude vis-à-vis des travailleurs qu'ont les réformistes et les bureaucrates.

La tâche des militants ouvriers révolutionnaires, ce n'est pas seulement de construire une organisation

révolutionnaire. C'est également d'aider un large courant de travailleurs, qui sont sincèrement anti-capitalistes, sans vouloir pour autant, aujourd'hui, adhérer à une organisation, à s'organiser.

- C'est précisément cette tâche que les militants de la "Nouvelle Défense" de Glaverbel, et en particulier les militants ouvriers de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, ont menée à bien depuis quelques années.

Comme le soulignait André Henry dans un interview 'Bilan de la grève' : "La LRT a développé une immense propagande en faveur des comités de grève élus et de l'occupation. Elle apparaît pour les travailleurs comme l'organisation qui se bat pour ces formes de lutte et pour la démocratie ouvrière. Toute action de la LRT, contrairement à d'autres organisations, tend à renforcer l'organisation syndicale en luttant pour une démocratie syndicale active contre la bureaucratie... Les organisations comme AMADA ou Unité Rouge (et même les organisations réformistes -note de la rédaction-) n'ont pas compris l'impact politique que peut avoir un comité de grève élu ; tout d'abord la dualité de pouvoir au sein des entreprises ; la pratique du contrôle ouvrier qui permet d'imposer au patronat un nouveau rapport de forces par la prise en charge de la protection de l'outil, la réduction des cadences, la mise sur pied de mesures hors standard..." (extrait de la "Gauche" du 14/6).

Le premier objectif de la LRT fut de contribuer au maximum à la REUSSITE de la grève. Notre préoccupation politique consista à faire saisir à la couche d'avant-garde la LIAISON entre les formes de luttes, la maturation du mouvement et la LIGNE avancée par la LRT à travers ses militants engagés dans le conflit ; et nous y avons contribué par différents moyens : meeting à la veille de la grève, manifestation du premier mai aux côtés des travailleurs de Multipane, la feuille "Glaverbel Rouge", les feuilles d'entreprises dans les autres régions, le large écho de la grève dans la presse nationale avec, entre autres, les interviews des délégués principaux de Glaverbel-Gilly et Roux ainsi que de Multipane...

4. Un tremplin pour les prochains combats !

- La combativité exemplaire des verriers de Charleroi en particulier, surtout dans quelques usines 'pilotes', l'unité d'action vécue pour la première fois entre les 3 secteurs verriers de la région (verre-à-vitre, glacerie, miroiterie) articulée, au niveau national, dans le secteur verre-à-vitre, l'unité syndicale à la base ont préparé, en 3 semaines de lutte, le terrain, plus que toutes les motions et discussions au sommet, pour exiger, l'an prochain, UNE SEULE ET UNIQUE CONVENTION en verrerie.

- L'occupation des entreprises et l'organisation pour la protection de l'outil avec, entre autres le ralentissement des cadences, ont "armé" les travailleurs, plus que tous les tracts, pour imposer le Contrôle ouvrier sur l'emploi, l'embauche, les départs, les mutations, les cadences...

A l'heure où le patronat et la bourgeoisie s'attaquent de plus en plus ouvertement au NIVEAU DE VIE et à l'EMPLOI, les verriers de Charleroi ont montré la voie pour une RIPOSTE EFFICACE.

Les travailleurs d'Ampex (filiale d'une société multinationale américaine), en confisquant un stock de

produits -musi-cassettes et bandes magnétiques-pour imposer leurs revendications ; ceux des "Grès de Bouffioulx" (dans la région de Charleroi) en grève avec occupation, élection d'un comité de grève, redémarrage de la production et vente de leurs produits pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise, etc... reprennent à leur compte l'exemple des travailleurs de Glaverbel.

Glaverbel, Ampex, Bouffioulx... c'est la seule voie à suivre pour l'automne qui s'annonce chaud !

- L'organisation démocratique de la grève a propulsé sur le terrain de la lutte de classes une importante couche de militants extrêmement combattifs, a permis de tisser entre eux des liens nouveaux et étroits qui ne manqueront pas de renforcer la "Nouvelle Défense" et permettre le démarrage ou la poursuite d'un travail en profondeur pour la mise sur pied de délégations combattives dans chaque usine.

- L'intervention de la gendarmerie aux portes de plusieurs entreprises pour saper le moral et imposer la "liberté du travail", les barrages de policiers, mitraillettes au poing pour empêcher le contact entre grévistes de différentes usines... ont posé le problème de l'autodéfense des luttes face à un patronat et un Etat qui renforcent considérablement leur appareil de répression.

L'avant garde ouvrière de Glaverbel, et en particulier les militants de la LRT, travaillant inlassablement depuis des années pour un Syndicalisme de combat et démocratique et la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire des travailleurs, sauront faire fructifier tous les acquis de cette grève et en populariser le plus largement possible toutes les leçons.

Denis HORMAN

DANEMARK

LES REFORMISTES CONTRE LES GREVES

Entre le 9 et le 20 mai 1974, une partie importante de la classe ouvrière danoise a riposté aux attaques continuelles des partis bourgeois contre les travailleurs en déclenchant une vague de grèves et de manifestations sans précédent dans l'histoire récente de ce pays. Le détonateur de cette vague de grèves fut l'introduction de nouveaux impôts indirects frappant les biens de consommation, ainsi qu'un plan de réductions massives dans les budgets de l'éducation et de la sécurité sociale.

Ces grèves et manifestations de rue, auxquelles des centaines de milliers de travailleurs ont participé, reflètent l'approfondissement de la crise sociale et l'affaiblissement de l'efficacité du régime parlementaire, en tant qu'instrument bourgeois pour attaquer les intérêts de la classe ouvrière. Cette explosion constitue de même une preuve que le Danemark participe à une tendance générale dans les pays impérialistes vers une crise de structure, qui oblige la bourgeoisie à attaquer la classe ouvrière de manière de plus en plus dure, au moyen d'assauts inflationnistes contre les salaires réels, la "politique des revenus", le chômage, la législation anti-grève, etc.

Ces grèves ont signalé la fin du "mode de vie social-
26

démocrate" spécifique du Danemark, et le début d'une manifestation dans ce pays de la tendance européenne des travailleurs à riposter aux attaques dont ils font l'objet au moyen d'actions directes, de grèves locales, d'occupations d'usines, de grèves générales politiques, etc.

La situation parlementaire

Le parti social-démocrate est le parti gouvernemental traditionnel au Danemark. Au début des années 70, du fait de l'activité encore limitée de la classe ouvrière, la social-démocratie s'est efforcée de continuer à administrer le système capitaliste, malgré le fait que les marges de manoeuvre économiques commencèrent à se réduire. Le parti social-démocrate était un facteur politique important pour pousser le Danemark vers le Marché Commun en 1972. Lorsqu'il obtint gain de cause, il poursuivait sur sa lancée en déclenchant des attaques contre le niveau de vie des travailleurs.

Le plan stratégique de ce parti pour améliorer la situation économique du capitalisme danois, a été et reste le projet dit "de démocratie économique". Le contenu principal de ce plan consiste à résoudre les problèmes financiers du patronat (besoins de



capitaux, besoins d'une main-d'oeuvre bon marché surtout pour l'industrie exportatrice) à l'aide de subsides directs de l'Etat, en échange de quoi la direction syndicale obtiendrait un certain droit de regard sur la distribution de ces fonds. Les ressources disponibles pour ces subsides seraient créées par une épargne forcée imposée à la classe ouvrière compensée par des mesures de "co-propriété" et de "co-gestion".

Ce plan social-démocrate de "démocratie économique" ne reçut pas une réponse très chaude de la part des travailleurs, qui réclamèrent des concessions moins abstraites, en espèces sonnantes et trébuchantes. Les patrons ne se montrèrent pas très chauds non plus.

Ce mécontentement croissant des électeurs en général, y compris des électeurs ouvriers, s'exprima de manière aigüe lors des élections parlementaires du 4 décembre 1973. Ces élections produisirent un glissement vers la droite sur le plan parlementaire. Une des raisons majeures de ce glissement fut le fait que des secteurs de la classe ouvrière, mécontents de l'administration social-démocrate du capitalisme, de l'appareil d'Etat gonflé de sociaux-démocrates, ainsi que de la hausse des prix et des impôts, votèrent pour le Parti du Progrès de Glisstrup, un parti de type populiste qui lança la promesse démagogique d'en finir "avec la bureaucratie et les impôts".

Onze partis furent représentés dans un Parlement composé de 179 députés. La crise gouvernementale aboutit à la constitution d'un cabinet dirigé par le parti dit "de gauche", un parti libéral-bourgeois d'origine paysanne qui ne détient que 22 mandats de députés. Mais, simultanément, la situation économique s'aggrava. Les salaires réels sont sapés par les hausses de prix violentes de l'ordre de 15 à 20 % par an, le taux d'inflation "normal" étant aggravé par les effets de la "crise du pétrole".

Le gouvernement commença par manoeuvrer. En février 1974, il introduisit l'épargne forcée pour les travailleurs et les subsides directs pour les patrons, les sociaux-démocrates collaborant à ce projet. Il prépare actuellement de nouvelles réductions dans le réajustement des salaires (un système déjà insuffisant d'adaptations périodiques "automatiques" aux hausses des prix). Le chômage augmente dans l'industrie de la construction. L'élément suivant dans l'attaque de la bourgeoisie fut d'imposer des droits de douane et des impôts indirects accrus

de douane et des impôts indirects accrus sur certains biens de consommation, et de réduire les dépenses gouvernementales. Les partis parlementaires étaient en train de conduire des négociations permanentes pour constituer la majorité nécessaire à l'application de ces projets.

Mais avant même qu'il ne soit certain que le gouvernement puisse gagner la majorité nécessaire, des secteurs de la classe ouvrière déclenchèrent des grèves spontanées et commencèrent à descendre dans la rue, rejetant le jeu parlementaire. Il faut souligner que les grèves partirent des entreprises généralement dominées par la social-démocratie. Les chantiers navals de Lind et d'Odense, où les syndicats sont contrôlés par la social-démocratie, furent la scène des premières actions, le 9 mai. La grève de masse fut déclenchée le 13 mai - encore avant que le parlement n'eût tranché !

Ce ne furent pas seulement les secteurs traditionnellement les plus combatifs qui se mirent en grève, tels les chantiers navals et brasseries de Copenhague. Le mouvement s'étendit à des secteurs qui ne participent généralement point à l'action directe : des milliers d'employés, les fonctionnaires, etc...

Les grèves s'étendirent aussi géographiquement ; elles atteignirent presque le niveau de grèves générales dans certaines villes de province. A Copenhague, où les grèves englobèrent des centaines de milliers de personnes, le mouvement atteignit son point culminant avec des manifestations de masse devant le parlement, regroupant de 60.000 à 80.000 personnes le 13 mai, ainsi que le 16 mai.

Combativité ouvrière et illusions parlementaires

Cette mobilisation massive échappa au contrôle du parti social-démocrate et à celui de la confédération syndicale L.O. La pression fut telle que les sociaux-démocrates furent obligés de refuser de participer à l'accord gouvernemental, ce qui conduisit à la constitution d'une majorité de droite au parlement.

Les mobilisations ouvrières reflétèrent le début de désintégration de la confiance dans le système du parlementarisme bourgeois. La prise de conscience de la nécessité de luttes indépendantes des travailleurs pour obtenir des résultats fut accélérée. La classe ouvrière manifesta sa méfiance fondamentale à l'égard du gouvernement. La grève politique souleva la question de savoir au service de quelle classe le gouvernement doit fonctionner, au service de la bourgeoisie ou au service du prolétariat. Les grèves reflétèrent également la détermination des travailleurs à ne pas payer les frais de la crise du

capitalisme. Mais la mobilisation ne répondit pas à la question de savoir de quelle façon cette détermination allait être appliquée en pratique.

Les grèves et manifestations rejetèrent les pratiques habituelles de collaboration de classe, à travers lesquelles la social-démocratie collabore avec les partis bourgeois et les organisations patronales en vue d'essayer d'administrer l'Etat bourgeois. Mais, en même temps, des décennies de passivité et de domination réformiste sur la classe ouvrière se sont fait sentir de diverses manières. La grève était faiblement organisée au niveau des entreprises individuelles. Il n'y eut point de discussions politi-

ques organisées. Des slogans qui donnèrent à la lutte une orientation parlementaire (comme par exemple le mot-d'ordre : "Glistrup à la porte (du parlement)" dominèrent. De temps en temps l'appel "Knud au pouvoir" fut entendu (Knud Jespersen est le président du PC danois). Cela ouvrit la possibilité pour le PC de conduire la lutte vers des canaux parlementaires, ou de l'arrêter complètement. Il va sans dire que la direction du PC utilisa à fond ces possibilités.

Des événements spécifiques, et diverses déclarations, démontrèrent la force des illusions parlementaires. Outre l'activité parlementaire du parti social démocrate lui-même, Thomas Nielsen, président de L. O. et social-démocrate affirma que les grèves ne furent que le reflet de "l'hystérie communiste". Le Parti Socialiste Populaire (S. F. - Socialistisk Folkeparti), un parti social-démocrate de gauche, réclama, il est vrai, une grève générale politique. Mais S. F. ne dispose point d'un appareil syndical pour organiser une grève générale. Pour cette raison (qui correspond par ailleurs à toute une orientation idéologique), S. F. concentra de même ses efforts sur le terrain parlementaire. En pratique, même les militants syndicalistes de ce parti n'appuyèrent pas tous l'appel en faveur de la grève générale (ceci s'applique par exemple au président du syndicat des ouvriers des brasseries de Copenhague, Holger Foss)

Pour ces raisons, le facteur décisif dans la direction de la grève fut le PC et un groupement appelé "Formandsinitiativet" (Initiative des Présidents), qui regroupe quelque vingt présidents de sections syndicales professionnelles de Copenhague, au sein desquels l'influence du PC est prédominante. Les grèves éclatèrent de manière spontanée. Mais, parce qu'aucune direction de rechange n'apparut, le PC et le Formandsinitiativet furent les seuls facteurs de centralisation.

Ce rôle "dirigeant" commença dès la manifestation de masse de Copenhague du 13 mai. Les discours furent prononcés par Knud Jespersen et par un président de section syndicale membre du PC, de même que par certains membres de S. F. Ils condamnèrent le gouvernement, appelèrent le parti social-démocrate à ne conclure aucun accord avec le gouvernement et réclamèrent de nouvelles élections. Aucune proposition ne fut avancée quant à l'organisation et à la poursuite de la lutte.

Le 16 mai, après que l'accord fut conclu au parlement, une nouvelle manifestation de masse se rassembla devant le siège du parlement. L'opinion en faveur de la grève générale se renforça parmi les travailleurs. Mais les "dirigeants" ne présentèrent de nouveau aucune stratégie générale de lutte. Aucun des orateurs -la plupart desquels étaient membres du PC- ne fit une quelconque proposition quant au développement de la lutte. La grève générale ne fut même pas mentionnée.

Jan Andersen, dirigeant du PC et président du meeting, décida que trop de résolutions lui étaient parvenues venant des entreprises pour pouvoir les lire au meeting ! L'après-midi, le Formandsinitiativet convoqua une réunion des délégués d'usines (shop stewards) des entreprises de Copenhague. Si une résolution en faveur de la grève générale avait été votée par cette assemblée, celle-ci serait devenue une réalité. Le mouvement de protestation aurait reçu un stimulant puissant. De nouveaux travailleurs s'y seraient joints, non seulement à Copenhague mais en province également.

Mais le PC ne désira point de grève générale. La

réunion se déroula donc d'après un scénario bien connu. Jørgen Jensen, président d'une section de Copenhague du syndicat des métallurgistes et membre dirigeant du PC, ouvrit la discussion en attaquant le projet de loi fiscale injuste du gouvernement. Il expliqua que les travailleurs devraient réclamer des compensations aux patrons. Il fallait poursuivre la lutte dans chaque usine séparément pour obtenir une augmentation de salaire de 2 kroner l'heure (environ 2,2 FF, 18 FB, 1,5 FS). Il fut interrompu à plusieurs reprises par le cri "Grève générale ! Grève générale !". Il déclara alors que la situation n'était pas "mûre" pour un tel mot-d'ordre et qu'il était nécessaire d'attendre de nouvelles élections.

Beaucoup de délégués d'usines prirent la parole, confirmant que leurs compagnons de travail attendaient des initiatives en faveur de la grève générale. Le président de la délégation d'usine de Burmeister et Wain, chantier naval et usine de moteurs, la plus grande entreprise métallurgique du pays, fut obligé de lire la résolution votée par les ouvriers de l'entreprise en faveur de la grève générale (lui-même fait partie du PC). Les ouvriers des brasseries, les dockers, les boueux et autres, réclamèrent un appel en faveur de la grève générale.

Mais Jensen termina précipitamment la réunion en "résumant" la discussion par une répétition de tout ce qu'il avait affirmé dans son discours d'ouverture. Les ouvriers devraient se battre pour une augmentation du salaire de 2 kroner l'heure ; c'est tout. Malgré des protestations vigoureuses qui fusèrent de la salle, ce fut le mot de la fin. Bien que des grèves continuèrent pendant plusieurs jours, la mobilisation était entamée. Le gouvernement put survivre à la crise.

'A travers le parlement'

La tactique suivie par le PC au cours du mouvement de grève est la conséquence logique de la "stratégie antimonopoliste" de ce parti. Cette stratégie ne vise pas la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, mais bien l'établissement d'une "démocratie avancée" qui devrait être réalisée à travers le parlement.

Le projet du PC vise la conquête d'une majorité parlementaire grâce à une alliance avec la social-démocratie (et peut-être avec S. F.), fondée sur un programme minimum commun appelant à élargir "la démocratie". Afin de réaliser cette "majorité travailliste", le PC doit exercer une pression sur la social-démocratie pour qu'elle abandonne sa politique de gérer directement le système capitaliste. Cette pression doit porter ses fruits, en partie grâce à la conquête de positions-clé au sein de la hiérarchie syndicale, une activité avec laquelle le PC a eu quelque succès. Un autre moyen d'exercer une pression sur la social-démocratie, c'est l'envoi d'innombrables délégations d'étudiants, d'ouvriers d'usines, de syndicalistes, etc. au groupe parlementaire social-démocrate.

Les élections et l'activité parlementaire constituent la seule perspective du PC : cela fut amplement confirmé par l'interview que Jørgen Jensen accorda le 27 mai au journal bourgeois Borgen. En réponse à la question de savoir s'il n'est pas inadmissible de déclencher des grèves et des manifestations contre un gouvernement appuyé par une majorité parlementaire, Jensen répondit : "Si par majorité vous désignez la majorité des électeurs, alors nous ne disposons pas d'une majorité aujourd'hui. Il n'y a pas de doute à ce propos. Nous le savons parfaitement. Voilà

pourquoi nous autres, dirigeants syndicalistes, nous n'étions pas prêts à appuyer la demande d'une grève générale". S'il y a une majorité bourgeoise au Parlement, la classe ouvrière ne devrait pas organiser une grève générale pour défendre ses intérêts ! Pour le PC danois, la seule voie possible pour améliorer le sort de la classe ouvrière, c'est à travers le parlement.

Démobilisation et non démoralisation

La première montée de la lutte a ainsi été freinée. La mobilisation fut arrêtée. Mais il n'y eut pas de réelle démoralisation. Ceci est important, car il faudra des manifestations plus efficaces dans l'avenir rapproché. Une certaine instabilité persiste au parlement. Le problème principal qui se pose dans l'immédiat est celui concernant la loi sur le logement. A ce propos, un accord préliminaire a été conclu, incluant la social-démocratie. Il y a aussi un problème fiscal aigu : réductions budgétaires, augmentation de 20 % de l'impôt sur la consommation.

Il n'est pas certain que le gouvernement puisse acquiescer à une majorité ferme sur ces questions. Il utilise la "menace" de nouvelles élections pour imposer ses solutions. Il est possible qu'il y ait de nouvelles élections en automne, avant la fin des négociations sur le renouvellement des conventions collectives entre L. O. et la fédération patronale.

Cela ne signifie pas que les élections aboutiront à une "majorité travailliste" composée de sociaux-démocrates, de S. F. et du P. C. Comme il n'y a pas d'autre solution de rechange pour les ouvriers, le PC gagnera sans doute des sièges. Mais il est probable que le vote total des partis ouvriers restera inférieur à 50 %. Et la social-démocratie poursuit son orientation de collaboration avec les partis bourgeois du centre, ainsi qu'une véritable guerre contre le PC au sein des syndicats.

Indépendamment des développements parlementaires, la classe ouvrière fera face à des problèmes vitaux, qui provoqueront de nouveaux affrontements.

1. - La question des salaires. Malgré le mécontentement général de la classe ouvrière avec le détournement des mobilisations de mai vers des luttes salariales "traditionnelles", il y aura davantage de luttes sur le front des salaires. Ceci est dû partiellement au fait que les travailleurs chercheront à compenser les effets des décisions gouvernementales qui réduisent le niveau de vie, partiellement au fait que des négociations centrales pour de nouveaux contrats collectifs seront intensifiées pendant l'automne.
2. - Le chômage. Dans l'industrie du bâtiment, il y a un taux de chômage de 20 à 30 %. D'autres secteurs de la classe ouvrière seront probablement aussi frappés par des augmentations du chômage.
3. - Arbejdsretten (le Tribunal des Relations Industrielles). Le patronat a menacé d'imposer des amendes à 40.000, ou même à 70.000 travailleurs, pour "grève illégale" entre le 9 et le 20 mai. S'il essaye de mettre en application cette menace, les travailleurs répondront certainement avec une autre vague de grèves massive. La grève générale sera de nouveau à l'ordre du jour.

Mais quel que soit le cours effectif des événements, il est nécessaire de résumer les leçons des grèves de mai, et d'examiner la ligne de rechange que les

marxistes révolutionnaires avaient avancée au cours des grèves.

La ligne du R.S.F.

Le déroulement des grèves a manifesté deux faiblesses principales. D'abord, l'absence d'une orientation effective à la base dans les entreprises individuelles au cours de la grève. Des discussions majeures ne se sont produites parmi les travailleurs que dans quelques rares cas. Il n'y eut point d'élection de comités à la base pour coordonner l'action. Aucune solution de rechange ne fut présentée par rapport à la désorganisation et à la direction bureaucratique au sommet. Ensuite, les illusions parlementaires furent un facteur qui contribua à entraver l'apparition d'une ligne en faveur de la centralisation de la lutte. L'absence d'organismes de base a contribué à la victoire des manœuvres autour de la revendication de 2 kroner l'heure. Elle a entravé le développement du large mécontentement politique et d'une compréhension claire des perspectives de la lutte.

La R. S. F. (Revolutionære Socialister Forbund - Ligue Socialiste Révolutionnaire), section danoise de la IVe Internationale, a avancé une ligne opposée à l'orientation réformiste-bureaucratique au cours de la lutte. La ligne de la RSF correspondait à la fois aux besoins objectifs de la classe ouvrière et à la conscience subjective des couches les plus avancées de la classe ouvrière. Elle correspondait de même aux besoins de poursuivre la lutte sur une base politique plus claire, après la période de démobilisation qui succéda aux grèves de mai.

La R. S. F. a expliqué qu'une "pression" limitée sur la social-démocratie ne pourrait aboutir, dans la meilleure des hypothèses, qu'à des résultats de courte durée en ce qui concerne son alliance parlementaire avec des partis de droite. Seule la force massive de la classe ouvrière, exprimée à travers une grève générale, serait capable de briser le plan gouvernemental et de renverser le gouvernement. Le thème principal de notre propagande et agitation après l'éclatement des grèves spontanées fut la nécessité d'organiser une grève générale politique.

Simultanément, nous avons expliqué qu'il fallait s'agir d'une grève générale démocratiquement organisée, grâce à la constitution de comités de base dans toutes les entreprises. Ces comités devraient surgir d'assemblées générales dans les entreprises, avec la participation active de tous dans la discussion et dans la prise des décisions. Ces comités d'action pour organiser la lutte, conformément aux décisions des assemblées générales de grévistes, devraient être élus au cours de ces assemblées. Des contacts devraient être établis entre les comités des différentes entreprises afin de coordonner la lutte. Voilà la condition organisationnelle pour assurer l'unité et la force de frappe nécessaires de la grève.

Une grève générale efficacement organisée de cette manière aurait été capable de balayer l'accord entre les partis bourgeois et le gouvernement. Elle aurait exprimé le refus de la classe ouvrière dans son ensemble de subir l'attaque de la bourgeoisie ou d'assumer une responsabilité quelconque pour les projets d'accroissement des profits capitalistes. Elle aurait permis de rassembler la force organisée de la classe ouvrière, ce qui aurait facilité l'affaiblissement des illusions parlementaires.

Une grève générale victorieuse aurait modifié de

manière décisive les rapports de forces sociaux en faveur de la classe ouvrière. Elle aurait placé les travailleurs dans une position qualitativement meilleure pour les affrontements futurs - ce qui n'a pas résulté des grèves larges mais fragmentaires et non organisées.

Un troisième élément dans la propagande et l'agitation de la R.S.F. fut d'insister sur le fait qu'il ne fallait pas concevoir la lutte comme dirigée seulement contre un projet gouvernemental particulier, mais comme liée à des luttes pour des revendications concernant salaires, conditions de travail et licenciements dans toutes les entreprises. Nous avons expliqué qu'il fallait considérer cette lutte comme faisant partie d'un effort de plus longue durée pour renforcer la puissance organisée de la classe ouvrière, pour qu'elle puisse rejeter toute "politique des revenus" et toutes les attaques des patrons et du gouvernement.

Après la démobilisation initiale, les travailleurs et les marxistes révolutionnaires sont actuellement confrontés avec une série de nouvelles tâches. Des luttes locales doivent être préparées. Des organismes effectifs de base doivent être créés au cours de ces luttes, y compris des comités élus dans les conflits limités à une seule revendication. La lutte pour défendre le pouvoir d'achat des salariés doit être rendue plus efficace de cette manière.

S'il est vrai que la revendication d'augmenter le salaire horaire de 2 kroner a été avancée pour détourner la lutte d'objectifs plus larges, nous ne devons évidemment pas abandonner la lutte sur le terrain des salaires. Il faut exiger des augmentations des salaires. Mais il faut combiner cela avec d'autres revendications.

Le système de travail à la pièce, utilisé pour diviser les travailleurs sur les lieux de travail et pour accélérer les cadences, doit être combattu. L'augmentation des salaires ne doit pas aboutir à une accélération des cadences. C'est pourquoi nous exigeons une augmentation générale des salaires pour tous les travailleurs, combinée avec la lutte pour organiser le contrôle ouvrier sur le système des salaires et sur l'organisation du travail, pour pouvoir effectivement rejeter toutes les formes de calcul des salaires qui sèment la division, toute accélération des cadences, toutes les conditions de travail dangereuses et insalubres.

A travers des comités démocratiquement élus dans les entreprises, nous devons pouvoir entamer la lutte pour l'ouverture des livres de compte et pour le contrôle des prix de revient et de vente. Ainsi, nous attaquerons le "droit divin" des patrons de diriger la production. Nous préparerons la lutte pour une réelle échelle mobile des salaires, qui compensera toutes les pertes de pouvoir d'achat causées par l'inflation.

Pareille organisation de la lutte préparera la négociation pour le renouvellement des conventions collectives en automne 1974 et au début de 1975. Elle permettra de rejeter toute forme de "politique des revenus", et de combattre tout affaiblissement des accords en vigueur sur l'adaptation périodique des salaires au coût de la vie, à l'initiative de la Dyrtidskommissionen (Haute Commission des Prix, organisme qui est censé "préparer" les négociations salariales).

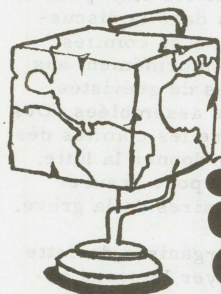
Confrontés avec la menace d'augmentation du chômage, nous devons renforcer la solidarité entre les travailleurs immédiatement menacés de licenciement, et ceux qui ne le sont pas. De cette manière, nous serons capables de créer les conditions favorables à une lutte contre la chute du taux de l'emploi, axée autour des revendications suivantes : pas de licenciements ! Pas d'heures supplémentaires ! Réduction du rythme de travail ! Semaine de travail réduite sans réduction du salaire hebdomadaire ! (Cette dernière revendication a été reprise par la section des ouvriers du bâtiment au sein du Syndicat Danois des Manoeuvres et des Ouvriers spécialisés).

Aux menaces de poursuites judiciaires devant le Tribunal des Relations Industrielles, nous devons opposer un mouvement de solidarité parmi tous les travailleurs. Pas un ouvrier ne doit être condamné par le Tribunal pour faits de grève ! Boycottons ce Tribunal ! Refusons de payer les amendes ! Si les patrons essayent de déduire les amendes des salaires, nous devons nous mettre en grève immédiatement.

Voilà la voie pour préparer une riposte ouvrière active aux nouvelles attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, auxquelles il faut s'attendre. C'est à travers le développement de luttes de ce type que l'orientation purement parlementariste du mouvement ouvrier pourra être modifiée.

Mogens Pedersen

FRANCE



aux
quatre
coins

DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Nos lecteurs connaissent les problèmes posés au capitalisme français par les résultats de l'élection présidentielle du 19 mai dernier (montée révolutionnaire des masses, effondrement du gaullisme, absence de structures politiques solides de la bour-

geoisie). Mais cette élection a aussi posé, avec le succès de l'Union de la gauche, des problèmes nouveaux au sein du mouvement ouvrier français, plus particulièrement au PCF. Ces problèmes avaient déjà été entrevus à la suite des élections législa-

tives de mars 1973, mais ils prennent une forme de plus en plus nette aujourd'hui. Rappelons d'abord que Mitterrand, lorsqu'il prit la direction du Parti socialiste, avait à surmonter la faillite résultant de la politique suivie par Guy Mollet depuis la fin de la guerre, faillite qui trouva son expression dans les 5% de voix obtenus par Deferre à l'élection présidentielle de 1969. Mitterrand en orientant la politique du PS en direction d'une alliance avec le PCF, répondit qu'il allait commencer par "rééquilibrer" le mouvement ouvrier français, c'est-à-dire réduire la disproportion qui existait entre les deux partis ouvriers. A ceux qui lui reprochaient d'aller souper avec le diable sans posséder une grande cuillère, il affirma qu'il ferait de son parti un interlocuteur valable au sein de l'Union de la gauche.

Ce but initial, "rééquilibrer" le mouvement ouvrier français, Mitterrand l'a effectivement atteint. Il a même fait plus que cela. Sa campagne, par la forme qu'elle a prise et par la manière dont il l'a menée, s'est faite essentiellement au bénéfice du Parti socialiste. Certes, le PCF y a aussi gagné quelque chose : ses dirigeants ont été reconnus comme "ministrables", mais des ministrables ne sont pas encore des ministres. Pratiquement, dans la campagne électorale, le PCF a surtout servi de "force d'appoint" à la candidature Mitterrand, et non d'élément moteur, dirigeant dans cette campagne. Depuis de longues années et encore aux élections législatives de 1973, le PCF obtenait plus de voix que le PS. On ne peut formellement départager les 13 millions de voix de l'Union de la gauche, mais tous les sondages indiquent que le PCF n'a pas beaucoup gagné au-dessus des 5 à 5,5 millions de voix qu'il recueille généralement, ce qui veut dire que le PS paraît avoir maintenant un potentiel électoral supérieur à celui du PCF.

De plus, tandis que dans la situation présente, le PCF piétine ou grandit légèrement, le PS recrute massivement et fait une remontée sensationnelle. De sorte qu'il n'est plus sûr que le PCF puisse continuer à dire qu'il est "le premier parti ouvrier" de France. Certes, le PCF est toujours beaucoup plus incrusté que le PS dans les gros bataillons de la classe ouvrière (métallurgistes, cheminots, bâtiment, dockers, mineurs, etc.), ce n'est pas l'apport de nombreux adhérents de la CFDT au PS qui pourrait modifier considérablement cette situation ; mais nous sommes tout de même en face d'une situation nouvelle, dans laquelle le PS n'est plus simplement un parti d'élus : il recrute pour la première fois depuis très longtemps des ouvriers.

Autre changement. Politiquement, dans le passé le PS était toujours à la droite du PCF, lequel progressait surtout sur sa droite aux dépens du PS (voir ce qui se passait par exemple chez les enseignants) et n'a connu des difficultés sur sa gauche qu'à partir de Mai 68. A présent, le PS gagne non seulement sur sa droite, c'est-à-dire d'anciens électeurs de partis bourgeois, mais aussi sur la gauche du PCF, en recrutant des membres du PSU, de la CFDT et dans la frange large qui, au cours des dernières années, sympathisait, et sympathise encore avec l'extrême-gauche.

Ainsi, pour la première fois, le PCF se trouve pour ainsi dire encadré par le PS à la fois sur sa droite et sur sa gauche. De sorte que la situation présente n'est pas seulement nouvelle d'un point de vue numérique, mais aussi par le fait que le PCF n'a plus exactement l'initiative par rapport au PS dans tous les domaines comme autrefois. Mentionnons encore, bien qu'il ne s'agisse pas d'un élément qui compte à l'échelle des masses, que le PCF, depuis quelque

temps, connaît des frottements avec le Kremlin qui se sert de lui pour éviter un glissement de la politique extérieure de la France, mais qui n'entend pas l'aider à venir au pouvoir avec un PS dont le Kremlin craint toujours l'eupéisme peu pro-soviétique.

La situation nouvelle pose donc de sérieux problèmes à la direction du PCF. Elle affiche sa satisfaction du résultat global de l'Union de la gauche, elle exprime publiquement qu'il est bon que le PS et le PCF grandissent en même temps, mais elle n'ignore pas les difficultés que nous venons de signaler. Le fait est que la politique de l'Union de la gauche sert davantage le PS qui ne l'a adoptée que depuis trois ans, que le PCF qui la préconise depuis 15 ans, et qui n'a aucune politique de rechange. Aussi la direction du PCF s'efforce-t-elle de parer à cette situation. Tout d'abord, elle a repris, après une période de silence, ses attaques contre le danger "gauchiste", en direction des membres du PCF qui n'ont pas compris que leur parti n'ait pas eu son propre candidat au premier tour et qui ne veulent pas tirer les marrons du feu pour le PS. En outre, la direction du PCF, tout en insistant sur l'Union de la gauche et son programme commun, déclare que cela n'implique pas que ceux-ci constituent nécessairement un passage au socialisme; elle fait aussi de la surenchère sur les gaullistes en matière d' "indépendance nationale", de fabrication de "Concorde", etc., espérant ainsi gagner une partie de l'électorat gaulliste dans l'inévitable décomposition de l'UDR.

Mais ce coup de barre à droite -- qui n'est pas un véritable changement de politique -- ne peut mener loin. Dans l'immédiat, la direction du PCF veut avoir l'air de "rénover" le parti, et pour ce faire, elle a trouvé des gadgets organisationnels. En premier lieu une opération dite "à coeur ouvert" empruntée aux méthodes publicitaires modernes. Tout le monde est invité à participer aux réunions de cellules, sections, comités fédéraux, pendant 8 ou 15 jours : au lieu d'aller au cinéma de votre quartier, venez à la réunion de cellule de celui-ci ! L'autre mesure, plus importante, est la convocation d'un Congrès extraordinaire du PCF pour le mois de septembre. Pourquoi ce Congrès qui n'aura même pas la 'préparation' formelle des Congrès précédents, en raison de la période de vacances qui le précédera ?

La direction du PCF cherche visiblement à atténuer autant que possible l'effet qu'aura dans ce même mois de septembre la conférence que prépare la direction du PS en vue de "rassembler" tous les socialistes qui ont appuyé la candidature Mitterrand, c'est-à-dire, outre le PS, la direction et une partie des membres du PSU, des membres de la CFDT, et divers groupements. La direction du PS cherche à utiliser le succès de la campagne pour renforcer

et consolider les positions de son parti. (Nous verrons dans moins de trois mois dans quelle mesure elle y sera parvenue). La direction du PCF veut aussi détourner l'attention des membres de son parti des problèmes que la situation nouvelle peut soulever parmi eux, elle se dépêche d'orienter leurs pensées et leurs activités sur les thèmes qu'elle met en avant. De telles mesures, une politique plus droite dans son expression, ne pourront apporter de réponse véritable, de solution véritable aux problèmes soulevés par la montée révolutionnaire et par les rapports nouveaux au sein du mouvement ouvrier.

Résumons cette situation nouvelle qui n'a fait encore que s'esquisser et qui se précisera dans les mois qui viennent. Depuis des décennies, le mouvement français comportait deux partis réformistes,

le PS plus à droite, le PCF plus à gauche. Lors de la montée de 1936, l'avantage numérique était au PS, mais dès ce moment le PCF connaissait une dynamique de développement plus forte que celle du PS. Lors de la montée de 1945-47, l'avantage numérique était au PCF et il continuait de croître, tandis que le PS amorçait son déclin. Au cours de ces deux montées l'extrême-gauche n'existait pratiquement pas. Dans la montée commencée depuis Mai 68, l'Union de la gauche, réponse des deux partis réformistes pour l'endiguer et la canaliser, a ramené l'avantage et l'initiative, peu à peu, au PS. Mais dans cette montée il y a une extrême-gauche, des forces marxistes-révolutionnaires substantielles. C'est donc là pour les marxistes-révolutionnaires aussi une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier français. Leur orien-

tation générale est déterminée par les tâches posées par cette montée qui affecte toute l'Europe occidentale. Ils auront à l'appliquer dans les conditions nouvelles de structures du mouvement ouvrier, celles d'un PS qui pourra rassembler une partie des courants centristes nés de cette montée, celles d'un PCF qui est en face de difficultés sur sa droite et sur sa gauche qu'il n'avait jamais connues. Dans l'immédiat les marxistes-révolutionnaires démontreront au plus grand nombre de militants que pourrait tromper l'opération de "rassemblement" du PS le caractère fallacieux de celle-ci. Cette tâche immédiate concernant des couches relativement limitées se situe dans le cadre de la lutte générale pour donner une direction révolutionnaire à un mouvement ouvrier en recomposition.

ARGENTINE

SOLIDARITE AVEC LE PST

Depuis des mois, la terreur contre des militants ouvriers combatif et des militants révolutionnaires ne cesse de s'accroître en Argentine. Des attentats à la bombe ou à la mitrailleuse sont commis contre les sièges d'organisations ouvrières politiques, et même contre les sièges de syndicats dirigés par des tendances de lutte de classe. Des militants sont enlevés par des commandos, battus et torturés. Les cas de militants assassinés se multiplient.

Ces crimes sont quelquefois commis par des membres de polices parallèles, comprenant des tortionnaires connus de l'époque de la dictature militaire. Quelquefois, ils sont le fait de groupes terroristes d'extrême-droite, collaborant avec l'appareil de la bureaucratie syndicale peroniste. Dans les deux cas, ils ne peuvent s'effectuer que grâce à la complicité évidente de l'appareil d'Etat bourgeois et du gouvernement.

Ils correspondent à l'effort du grand capital impérialiste et argentin pour empêcher que des secteurs croissants de la classe ouvrière et des masses populaires argentines n'échappent au contrôle de l'appareil bureaucratique peroniste, ne rejettent les pratiques de collaboration de classe et ne s'engagent dans une voie résolument anticapitaliste, ce qui, vu la force de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier argentin, représenterait une menace mortelle pour la survie du capitalisme dans ce pays.

Ces attaques terroristes frappent de plus en plus, durement le Parti Socialiste des Travailleurs, section sympathisante de la IVe Internationale en Argentine. De mai 1973 à mai 1974, ce parti avait déjà subi une vingtaine d'attaques de la sorte. En mai 1974, le camarade Carlos Pedroni, membre du PST dirigeant des ouvriers du commerce de la ville de

Mar del Plata, fut grièvement blessé. Dans la zone nord du Grand Buenos-Aires, les camarades Inoscio "Indio" Fernandez, dirigeant ouvrier métallurgiste ; Oscar Dalmacio Mesa, dirigeant d'un chantier naval ; Mario Sida, ouvrier textile, et Antonio Moses, ouvrier métallurgiste, tous membres du PST, ont été lâchement assassinés.

La IVe Internationale participe à la douleur indignée du PST, des familles et des camarades de travail des militants tués. Elle exprime aux camarades du PST et à toute l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire d'Argentine ses sentiments de solidarité fraternelle dans la lutte contre la répression capitaliste et la terreur d'extrême-droite qu'ils mènent actuellement. Elle appelle toutes ses sections et groupes sympathisants à déclencher des campagnes vigoureuses pour amener l'ensemble du mouvement ouvrier de leur pays à défendre le PST et les autres organisations argentines visées par la répression et la terreur anti-ouvrières.

La IVe Internationale appelle toutes les organisations ouvrières argentine, indépendamment de leurs divergences programmatiques, stratégiques ou tactiques, à constituer un front unique de classe pour la défense commune du mouvement ouvrier et de tous ses militants contre la terreur d'extrême-droite. Elle les appelle à ne compter à cette fin que sur leurs propres forces, et de constituer des groupes d'auto-défense ouvrière qui, s'appuyant sur de larges mobilisations de masse, sont seuls capables de briser l'offensive terroriste d'extrême-droite et de refouler la menace fasciste.

3 juillet 1974

Le Secrétariat Unifié
de la IVe Internationale,